

# 2e édition du Forum international du cadre de vie : l'Archidiocèse de Cotonou reçoit 400 poubelles

*La Fondation de l'Archidiocèse de Cotonou a bénéficié d'un important don de la part du Ministère du Cadre de Vie et des Transports, en charge du développement durable à travers le Fonds National pour l'Environnement et le Climat (FNEC). C'était lors de la clôture de la 2e édition du Forum international du cadre de vie, ce samedi 12 octobre 2024 à la Place de l'Amazone en présence de divers acteurs engagés pour la protection de l'environnement.*



Dans le cadre du Programme Eglise Verte, le Ministère du Cadre de Vie et des Transports, en charge du développement durable (MCVT) a procédé à la remise de 400 poubelles à la Fondation de l'Archidiocèse de Cotonou. Un don qui s'inscrit dans le cadre du programme Église Verte de l'archidiocèse de Cotonou. L'initiative vise à promouvoir la gestion durable des déchets au sein des paroisses et des communautés religieuses. Les poubelles, d'une capacité de 100 litres chacune seront

réparties dans plusieurs églises et lieux de vie catholiques.

Au cours de la cérémonie de remise, Dr Apollinaire Gnanvi, directeur du FNEC, a souligné l'importance de cette initiative pour la protection de l'environnement « Ces poubelles qui seront distribuées dans le cadre de ce Programme vise à encourager les pratiques de gestion durable des déchets au sein des paroisses et communautés religieuses contribuant ainsi à la préservation de notre environnement », a-t-il déclaré.

Présente à l'événement, Jeanne Adanbiokou Akakpo, Directrice de cabinet du MCVT, représentant le ministre du Cadre de Vie et des Transports et en charge du développement durable, a félicité l'archidiocèse de Cotonou pour son engagement pour la protection de l'environnement. « La remise de ces équipements encourage une gestion plus responsable et plus efficace des déchets tout en promouvant l'hygiène et la propreté dans nos communautés », a-t-elle affirmé.

### **L'église catholique au cœur de l'éco-citoyenneté**

Le Père Guillaume Chogolou, représentant l'Archevêque de Cotonou, Mgr Roger Houngbédji, a pris l'engagement de « faire bon usage de ces matériels d'assainissement pour une meilleure gestion des déchets sur nos paroisses, dans nos milieux de vie et faire un suivi rigoureux ». Il a également promis de mettre en place un suivi rigoureux pour garantir l'efficacité de cette initiative.

Le programme Église Verte comporte plusieurs volets, dont l'assainissement des lieux de culte, la promotion de l'éco-citoyenneté et la lutte contre le changement climatique. L'objectif est d'inculquer une culture de la propreté et de la responsabilité écologique au sein des communautés catholiques de Cotonou.

Avec ce don, l'archidiocèse de Cotonou compte renforcer son engagement pour la protection de l'environnement. Un geste

symbolique mais concret du Ministère du Cadre de Vie et des Transports en charge du Développement Durable, qui pourrait inspirer d'autres acteurs religieux et communautaires à s'engager dans la même voie.

**Ferrante GNIMADI**

---

# **La tension politique en Afrique de l'Ouest met en péril l'action climatique vitale**

*Les températures dans le Sahel augmentent plus rapidement que partout ailleurs sur Terre. Mais les coups d'État militaires menacent désormais la stratégie climatique commune de la région.*



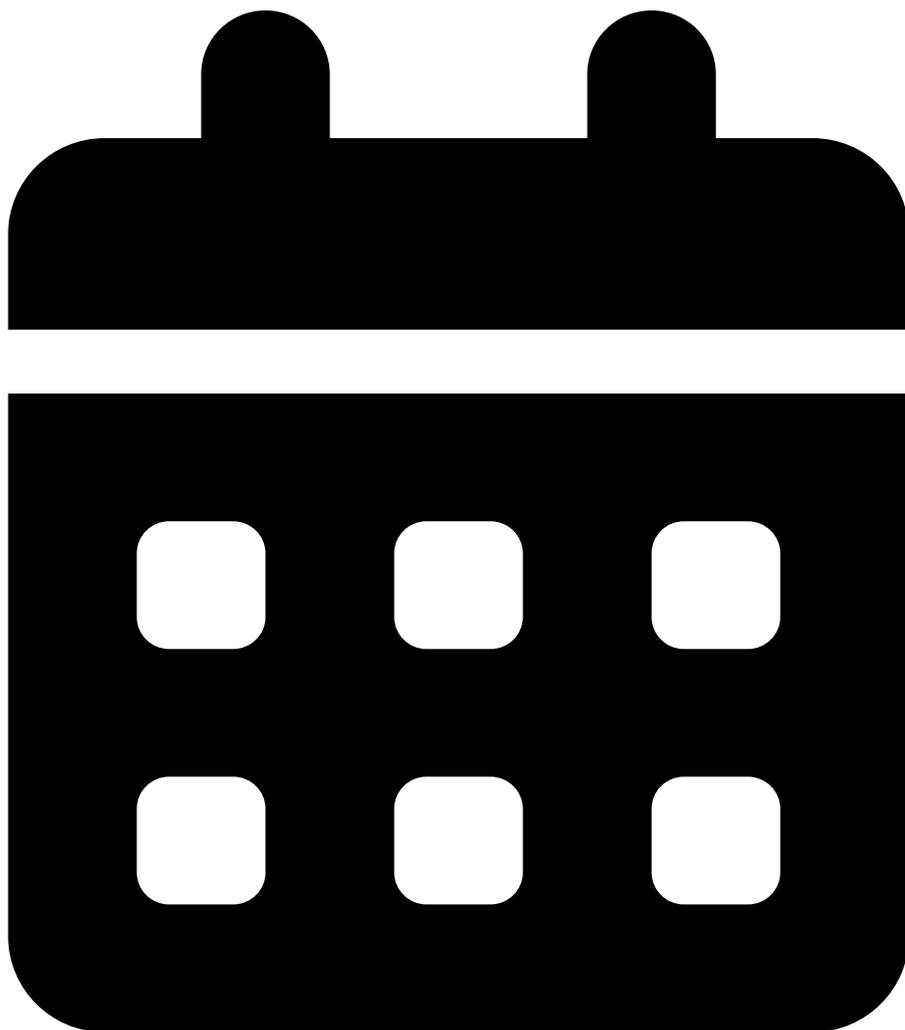
*Des agriculteurs tamisent leur récolte de mil dans la région de Ségou, au Mali. Le pays est l'un des trois pays de la région du Sahel en Afrique de l'Ouest qui tourne le dos aux efforts régionaux visant à atténuer le changement climatique, malgré des sécheresses et des inondations de plus en plus graves (Image : Jake Lyell / Alamy)*

Une vague de coups d'État militaires en Afrique de l'Ouest redessine les paysages politiques et compromet une réponse commune au changement climatique.

La relation entre le regroupement régional CEDEAO et les juntas dirigées par le Burkina Faso, le Mali et le Niger s'est dégradée au point où les nations ont annoncé en janvier qu'elles quittaient l'organisation.

Bien qu'elles ne l'aient pas fait formellement, les chefs de la junte ont [déclaré](#) en juillet qu'ils tournaient « irrévocablement » le dos à la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest. Désormais, des plans ont été [annoncés](#) pour un nouveau passeport afin de faciliter les voyages entre les trois pays.

## Coups d'État en Afrique de l'Ouest depuis 2020

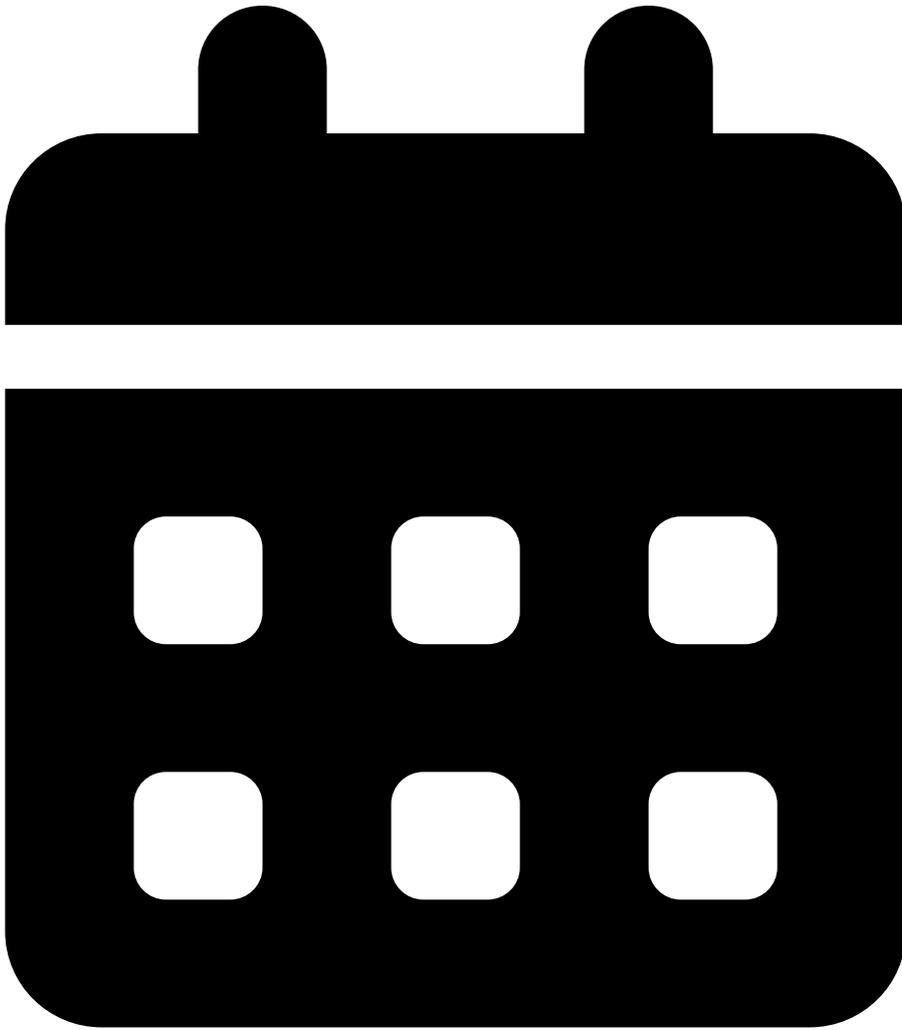


août 18, 2020

### **Mali**

Le général militaire malien Assimi Goita destitue le président Ibrahim Keita.

août 18, 2020

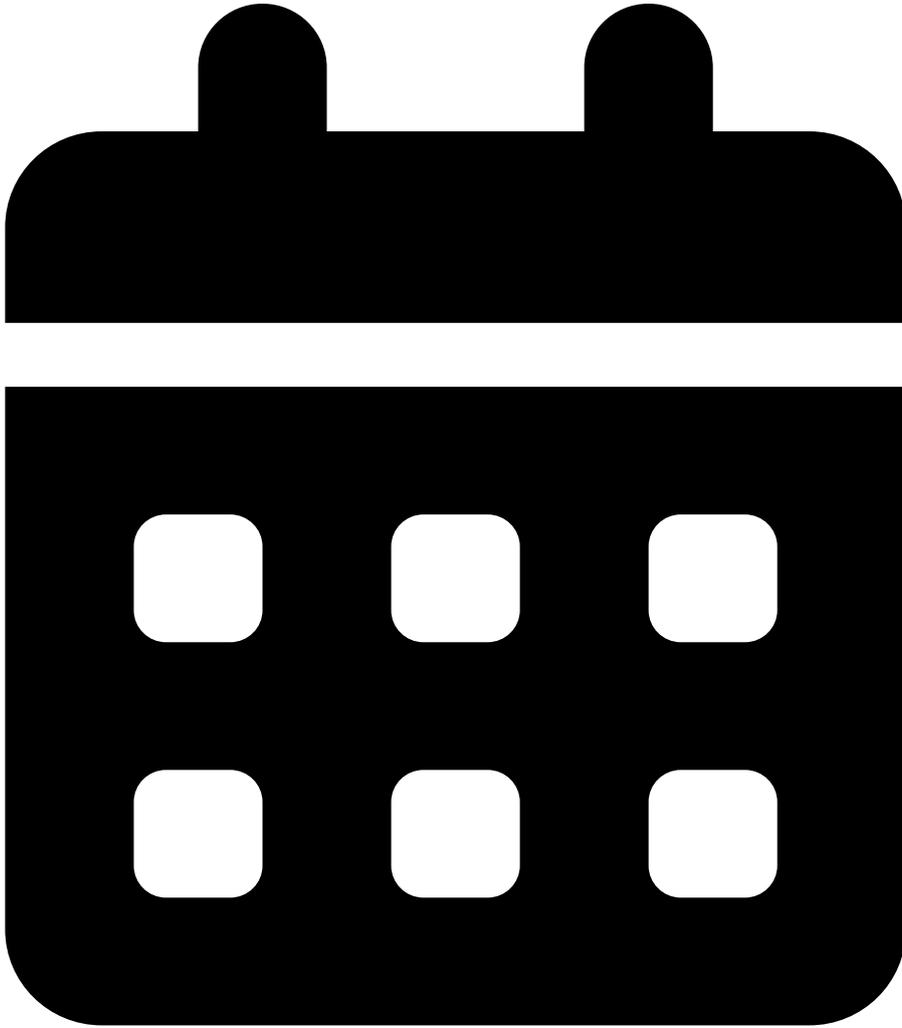


mai 24, 2021

## **Mali**

Goita – qui avait installé Bah Ndaw comme président après le coup – prend le pouvoir lui-même.

mai 24, 2021

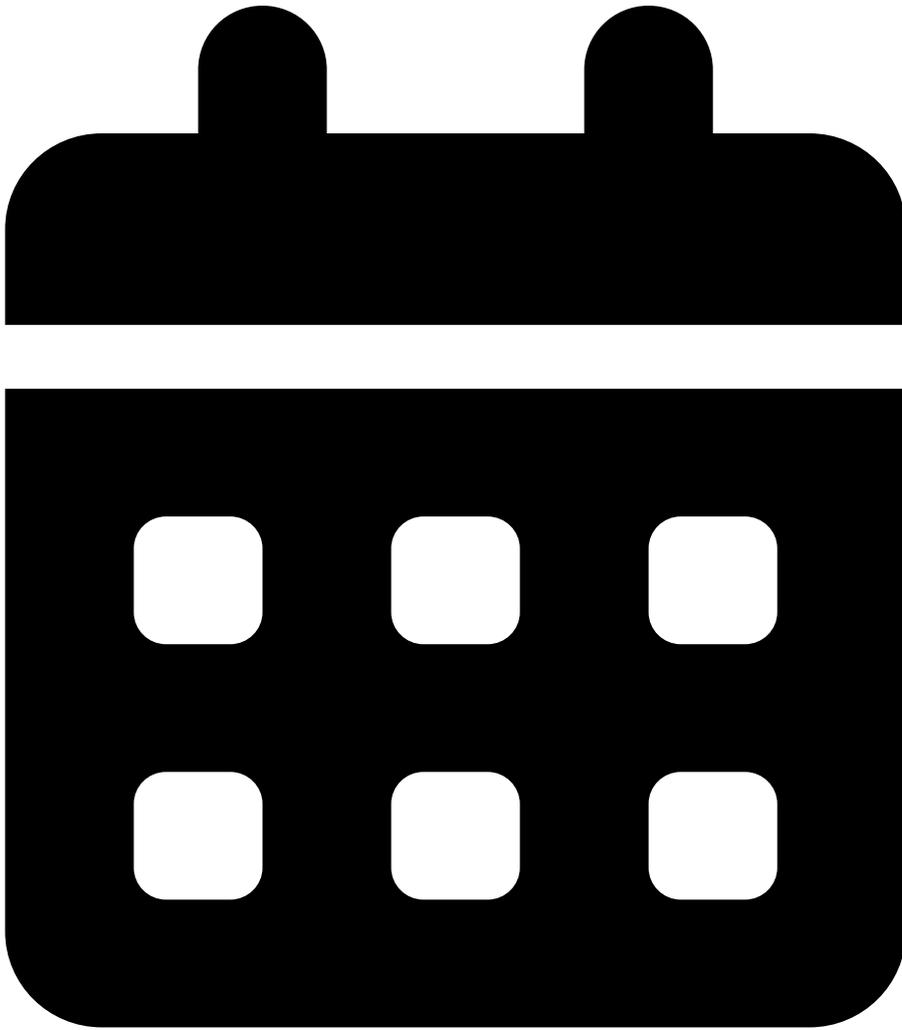


septembre 5, 2021

## **Guinée**

Le colonel guinéen Mamady Doumbouya destitue Alpha Conde.

septembre 5, 2021

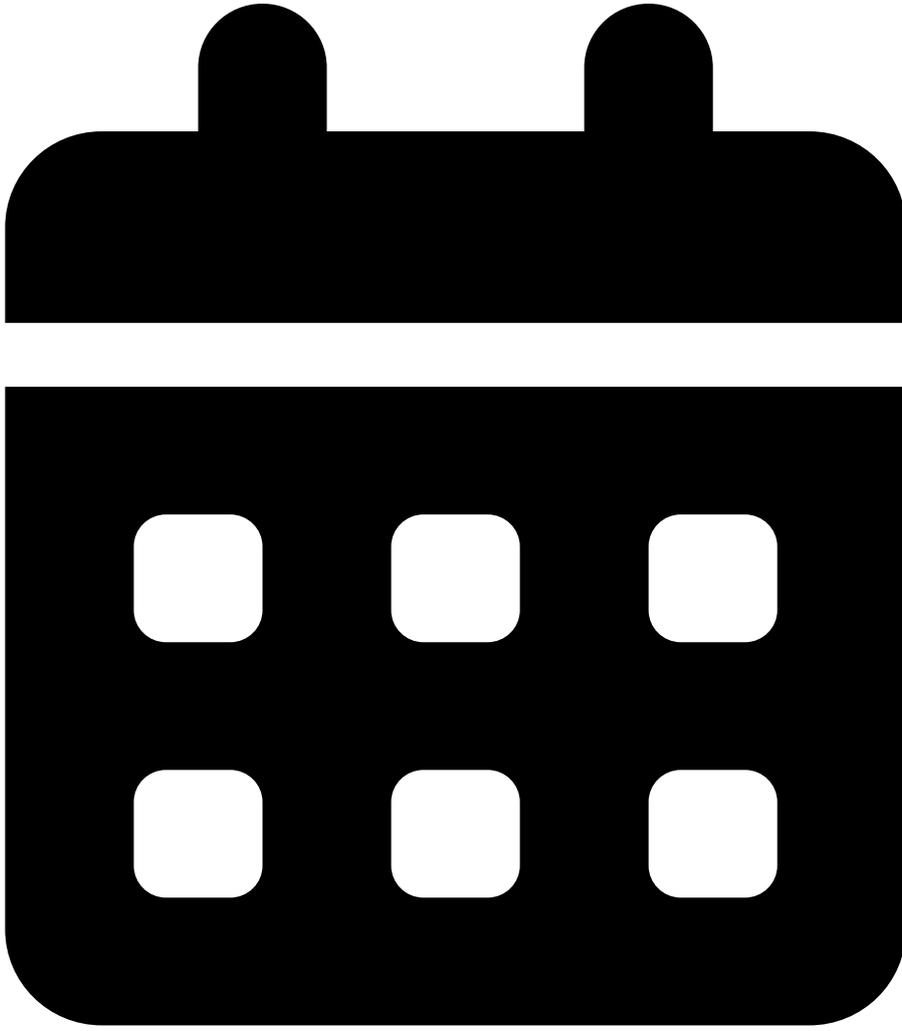


janvier 24, 2022

## **Burkina Faso**

Au Burkina Faso, le lieutenant-colonel Paul-Henri Sandaogo Damiba destitue le président Roch Kaboré.

janvier 24, 2022

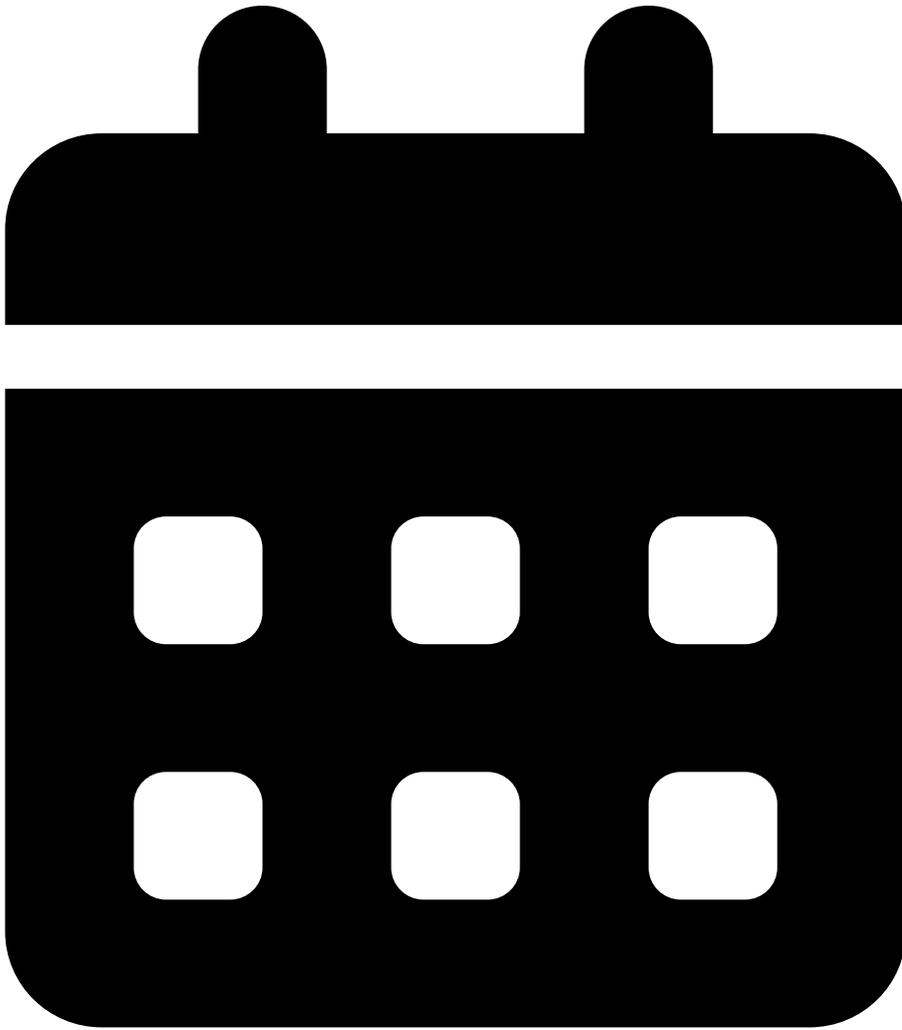


septembre 30, 2022

## **Burkina Faso**

Damiba est à son tour destitué par le capitaine militaire Ibrahim Traoré.

septembre 30, 2022



juillet 26, 2023

## **Niger**

Au Niger, le général Abdourahamane Tiani renverse le président Mohamed Bazoum et devient le nouveau leader.

juillet 26, 2023

Des tentatives de coups d'État récents ont également été signalées en Gambie, en Sierra Leone et en Guinée-Bissau.

La CEDEAO espère encore négocier leur retour, affirmant qu'une scission risquerait de provoquer la désintégration régionale et d'aggraver la sécurité. Cela poserait également une menace sérieuse à la stratégie climatique de l'organisation. L'Afrique de l'Ouest subit déjà des impacts graves du changement climatique, y compris l'insécurité alimentaire et les vagues de chaleur.

L'une des zones les plus touchées est le Sahel. Situé le long de la frontière sud du désert du Sahara, le Sahel comprend six pays francophones – Burkina Faso, Tchad, Mali, Mauritanie, Niger et Sénégal – et abrite plus de 100 millions de personnes.

## Comment le changement climatique affecte-t-il le Sahel ?

Les températures dans le Sahel augmentent 1,5 fois plus vite que dans le reste du monde et les sécheresses deviennent plus intenses, selon un [rapport](#) de l'organisation à but non lucratif Solidarités International. Le changement climatique a également entraîné des pluies plus abondantes. Mais avec des sols trop secs pour les absorber, des inondations destructrices de rivières ont eu lieu au Mali et au Niger.

D'ici 2050, le changement climatique pourrait plonger jusqu'à 13,5 millions de personnes dans le Sahel dans la pauvreté et entraîner le déplacement de jusqu'à [32 millions](#) de personnes dans toute l'Afrique de l'Ouest, selon la Banque mondiale.

Noudéhouéno Gandonou est un expert en finance climatique et en fragilité basé aux États-Unis qui a étudié les impacts climatiques dans le Sahel. Il affirme que les changements de schémas de précipitations ont conduit les petits agriculteurs, qui dépendent de l'agriculture pluviale, à changer les dates de plantation, à diversifier les cultures et à cultiver des variétés résistantes à la sécheresse.

« Cependant, ces adaptations ne suffisent pas à contrer la gravité et la fréquence croissantes des sécheresses, qui ont affecté environ [125 millions](#) de personnes dans le Sahel entre 1970 et 2022 seulement », déclare-t-il à Dialogue Earth.

« L'imprévisibilité et la gravité croissantes de ces conditions menacent les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire de la région, exacerbant les vulnérabilités socio-économiques existantes. »

# Conflit et changement climatique dans le Sahel

Depuis 2020, l'Afrique de l'Ouest, qui compte plus de 400 millions d'habitants répartis sur 16 pays, a connu au moins six prises de pouvoir militaires réussies et de nombreuses tentatives avortées, plongeant la région dans l'insécurité politique.

La région du Sahel a été [décrite](#) comme l'“épicentre du terrorisme”, et en 2022, elle a représenté 43 % des décès liés au terrorisme dans le monde. Depuis les années 2000, plus de [2,5 millions](#) de personnes ont été déplacées dans cette région, augmentant le besoin d'interventions humanitaires. Ce changement de priorités a rendu l'adaptation climatique encore plus difficile.

« À cause du changement climatique, les ressources en terres et en eau sont devenues rares, et en conséquence, les gens se battent pour ces ressources limitées. Cela mène à l'insécurité et à l'instabilité générale », déclare l'analyste politique et de sécurité gambien, Essa Njie.

Njie ajoute : « Une fois ces défis présents, nous risquons d'avoir de la criminalité organisée, de la concurrence pour des ressources rares, des conflits violents et une infiltration terroriste. »

## L'avenir de la stratégie climatique du bloc

En 2022, la CEDEAO a [approuvé](#) sa première stratégie climatique régionale (RCS) pour remplir les obligations des pays membres dans le cadre de l'Accord de Paris.

Lecture complémentaire : <https://dialogue.earth/en/climate/west-africas-climate-strateg>

## [y-breaks-new-ground-but-is-vague/](#)

L'organisation a maintenant déclaré à Dialogue Earth que l'instabilité politique impactera gravement la solidarité et la coordination nécessaires pour mettre en œuvre la stratégie avec succès.

« Le changement climatique est mondial, mais les actions sont locales. La [RCS] en est le témoignage », déclare un porte-parole du bureau du président de la CEDEAO, Omar Touray. « Les acteurs nationaux, y compris les acteurs publics, la société civile et le secteur privé deviennent les moteurs clés de la mise en œuvre. Au niveau politique, l'action climatique sera reléguée au second plan, alors que la lutte pour l'unité et la survie de la communauté est primordiale.

« L'instabilité politique impactera sûrement l'ampleur de la mise en œuvre de notre stratégie climatique. Par exemple, les zones transfrontalières et les bassins hydrographiques qui nécessitent des actions d'adaptation régionales ne seront pas facilement accessibles. »

La CEDEAO a également clairement indiqué que tout pays quittant le bloc perdra l'accès à ses projets. « Le Centre climatique régional pourrait faire face à certaines restrictions [dans la fourniture] de données et d'informations de prévision à ces États membres », ajoute le porte-parole. « En conséquence, ils pourraient ne pas bénéficier de certaines des meilleures pratiques disponibles et des technologies environnementales développées par les autres pays et vice versa. Cela créera une vulnérabilité en ce qui concerne la sécurité climatique de la région dans son ensemble.

« De plus, la capacité de la région à capter les émissions de carbone sera réduite », déclare le porte-parole. « Nous sommes plus forts ensemble. »

Fatou Jeng, une militante pour le changement climatique et fondatrice de Clean Earth Gambia, déclare que l'instabilité politique pourrait faire changer les priorités de l'adaptation

climatique vers le militaire, ralentissant les progrès et détournant les financements des projets climatiques.

« Avec certains dirigeants ne reconnaissant pas l'autorité de la CEDEAO, cela signifie également qu'ils ne reconnaissent pas et n'endossent pas la stratégie, ce qui impactera significativement la réponse coordonnée pour les projets et actions climatiques », ajoute-t-elle.

La stratégie de la CEDEAO « comprend des mesures d'adaptation à faible coût dans des secteurs clés tels que l'agriculture et les ressources en eau, soutenues par des actions coordonnées entre les gouvernements, le secteur privé et les fonds climatiques mondiaux », explique Gandonou à Dialogue Earth.

Belélé Jérôme William Bationo, un chercheur sur le changement climatique du Burkina Faso, affirme que le pays manque des moyens pour mettre en œuvre les politiques et programmes lui-même. Il aurait des difficultés à les financer et manque de capacité technique, dit-il.

Maïmouna Adamou, une militante et coordinatrice de Climate Clock au Bénin, un autre État membre de la CEDEAO, souligne que la paix et la collaboration sont essentielles dans la lutte contre le changement climatique et craint pour la réponse climatique de la région.

, dit-elle.

*« La scission au sein de la CEDEAO pourrait aggraver les choses, alors que les coups d'État perturbent les politiques et projets environnementaux... les projets climatiques peuvent être retardés ou annulés, nuisant à la fois aux gouvernements et aux populations »*

*Maïmouna Adamou, une militante et coordinatrice de Climate Clock au Bénin*

 [Tweet](#)

# Tracer une voie à suivre

La CEDEAO espère encore reconstruire des relations avec les trois pays, et les sanctions visant à restaurer l'ordre démocratique ont été levées.

« Lever ces sanctions vise à atténuer la situation et à garantir que des actions sont prises par la commission pour soutenir ses États membres dans la lutte contre les défis liés au changement climatique dans le cadre de la mise en œuvre de la RCS », déclare son porte-parole.

Dans un rapport sur les politiques et stratégies d'adaptation au changement climatique au Ghana, au Nigeria et au Sénégal publié en mai, l'Africa Policy Research Institute (APRI) a souligné la nécessité de renforcer les capacités et de partager les connaissances entre les pays d'Afrique de l'Ouest pour faire face à la crise climatique.

« Je crois fermement que la collaboration et la paix sont essentielles dans la lutte contre le changement climatique », déclare Maïmouna. « C'est la raison pour laquelle nous avons besoin que la CEDEAO agisse comme une force unie. »

***Kebba Jeffang***

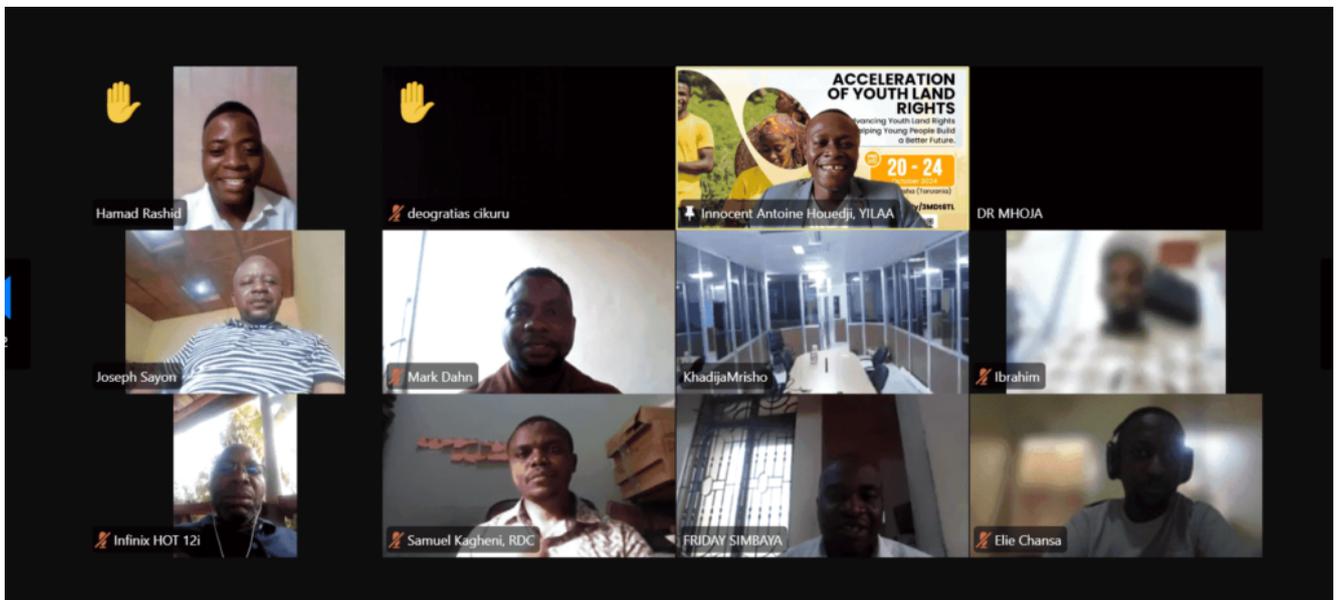
*Publié à l'origine sur [Dialogue Earth](#)*

---

## **CIGOFA 4 en Tanzanie : Une conférence internationale**

# **pour accélérer les droits fonciers des jeunes**

*Du 20 au 24 octobre 2024, Arusha, en Tanzanie, accueillera la quatrième édition de la Conférence Internationale sur la Jeunesse et la Gouvernance Foncière (CIGOFA 4), un événement phare organisé par l'initiative YILAA et ses partenaires. Ce rendez-vous de haut niveau ambitionne de renforcer la participation des jeunes dans les processus de gouvernance foncière et de promouvoir leurs droits en matière d'accès à la terre.*



## *Conférence de presse à CIGOFA 4*

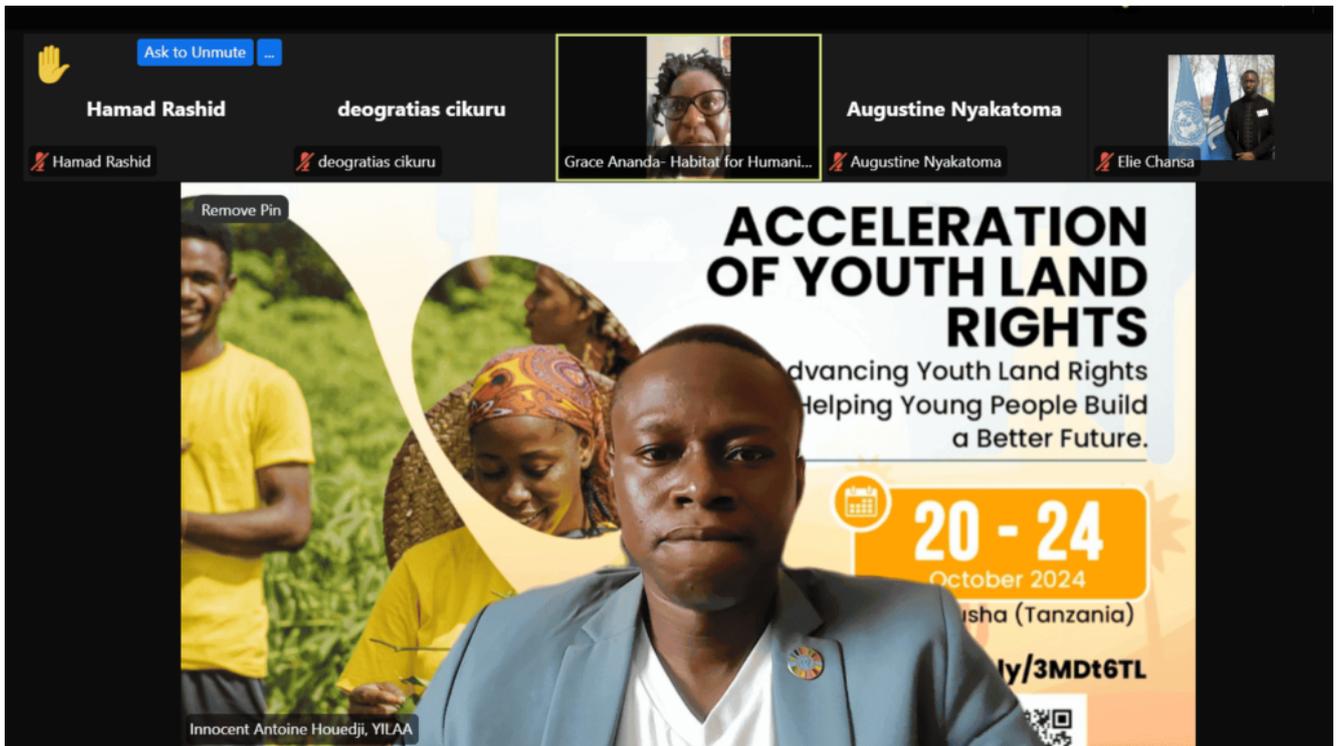
À l'occasion d'une conférence de presse virtuelle tenue le jeudi 10 octobre 2024, Augustine Nyakatoma, Directeur Pays de YILAA en Tanzanie, a dévoilé les enjeux majeurs de cette édition. Placée sous le thème « Accélération des droits fonciers des jeunes », cette 4<sup>e</sup> édition de la conférence vise à aborder le rôle essentiel des jeunes dans la gouvernance foncière et le besoin urgent de garantir les droits fonciers des jeunes.

L'événement permettra d'atteindre plusieurs résultats ambitieux à savoir la formulation de projets innovants tels

que 10MymilLand et Data4Youth Land Access, ainsi que le lancement d'un centre de formation en ligne. Un autre point fort sera la création d'une plateforme multi-acteurs en Afrique. Il s'agira d'influencer les politiques nationales et internationales, promouvoir l'inclusion des jeunes dans les processus décisionnels et renforcer leur voix à tous les niveaux de gouvernance.

L'agenda de la conférence, exposé lors de la conférence de presse, prévoit des discussions approfondies sur la situation actuelle de l'accès à la terre pour les jeunes et les moyens d'y remédier.

Pour Innocent Antoine Houedji, Founder Youth Initiative for Land in Africa (YILAA), cette conférence est un espace de dialogue, où jeunes leaders et décideurs politiques échangeront sur les bonnes pratiques et les savoirs intergénérationnels en matière de gouvernance foncière. Il a souligné la nécessité de promouvoir les droits fonciers des jeunes. Selon lui, l'implication des jeunes dans les processus de prise de décision est essentielle pour bâtir une Afrique inclusive et prospère. Il a également insisté sur le rôle que les autorités traditionnelles peuvent jouer dans ce processus.



Eva Maria, coordinatrice de la Coalition Internationale pour l'Accès à la Terre, a rappelé que la gouvernance foncière est une priorité pour l'Afrique, et que la conférence renforce la volonté politique pour garantir les droits fonciers des jeunes. « La population africaine étant majoritairement jeune et confrontée à des défis d'emploi, œuvrer pour les droits fonciers des jeunes est non seulement une question de dignité, mais aussi un levier économique pour leur autonomisation », a-t-elle affirmé. Elle a également plaidé pour l'intégration des questions foncières dans les négociations climatiques, soulignant leur lien direct avec la sécurité alimentaire.

Les interventions de Dr Monica Magoke-Mhoja, directrice Afrique de Landesa, et de Grâce Amanda, d'Habitat for Humanity, ont également soutenu la nécessité d'impliquer les jeunes dans les processus décisionnels liés au foncier en Afrique.

CIGOFA 4 offrira une plateforme unique aux jeunes dirigeants, décideurs, chercheurs et praticiens de divers horizons pour échanger et développer des solutions innovantes aux défis de la gouvernance foncière. Elle permet de renforcer les partenariats entre donateurs, institutions et acteurs de

terrain pour faire avancer la cause des jeunes et de leurs droits fonciers en Afrique.

Rappelons que cette nouvelle édition de la Conférence Internationale sur la Jeunesse et la Gouvernance Foncière bénéficie du soutien de plusieurs partenaires dont l'Union Africaine, la GIZ, International Land Coalition Africa, Landesa et bien d'autres.

*Megan Valère SOSSOU*

---

## **Journées des Médecins du Bénin: Les médecins béninois en réflexion sur l'avenir de leur profession**

*Les médecins béninois se réuniront du 24 au 26 octobre prochain au Palais des congrès de Cotonou à l'occasion des Journées des Médecins du Bénin, placées sous le thème « Exercice de la médecine au Bénin hier et aujourd'hui : bilan, défis et perspectives ». Cet événement, organisé par l'Ordre National des Médecins du Bénin (ONMB) en collaboration avec les syndicats et associations du secteur médical, vise à encourager une réflexion approfondie sur l'avenir de la profession médicale dans le pays.*



**JOURNÉES DES  
MÉDECINS DU BÉNIN**  
*acte 1*

**24  
26  
OCT.**

Thème

**EXERCICE DE LA MÉDECINE  
AU BÉNIN HIER ET AUJOURD'HUI:  
BILAN, DÉFIS ET PERSPECTIVES**



**Palais des Congrès de Cotonou**

Activités

**Conférences • Ateliers de Formation  
Activités Sportives • Soirée de Gala**

Participation



**25000<sup>FCFA</sup>**

Mobile money: **+229 62 05 32 78**

À L'ORDRE DE ADJALLA CAROLE

+d'infos: **+229 96 96 31 72**



Durant ces trois jours, les praticiens béninois discuteront des grandes questions qui façonnent leur métier aujourd'hui et demain. Parmi les sujets au programme figurent le financement des projets médicaux, le développement professionnel continu des médecins, les relations entre médecins et assureurs, l'exode des praticiens vers d'autres pays, ainsi que l'adéquation entre la formation médicale et les besoins du marché du travail.

Ces journées seront aussi l'occasion de renforcer la solidarité entre les professionnels de la santé à travers des activités sociales et sportives. Un don de sang est prévu

ainsi qu'une « Marche du cœur », organisée pour sensibiliser sur la prévention des maladies cardiovasculaires. En clôture, une soirée récréative, intitulée « Nuit du Médecin béninois », rendra hommage aux médecins pour leur engagement quotidien dans la promotion de la santé publique.

L'objectif principal de cet événement est de créer un espace d'échanges constructifs pour relever les défis auxquels la profession fait face et identifier des pistes d'amélioration. Le système de santé béninois, comme ailleurs, est confronté à des problématiques complexes liées à l'insuffisance des infrastructures, au manque de financement, ainsi qu'à la fuite des cerveaux, un phénomène particulièrement préoccupant dans le secteur médical.

Pour participer à ces journées, une inscription de 25 000 FCFA est requise, à régler via Mobile Money au 62053278 (MTN) ou au 94559159 (M00V) au nom d'Adjalla Carolle Abiola Mahougnon. Les informations complémentaires peuvent être obtenues auprès de Dr Mystère DJENONTIN au 61 19 91 01, Dr Romuald ASSOCLÉ au 96 64 54 43 ou Dr Gilbert FASSINO au 96 96 31 72.

Cet événement sera l'occasion pour les médecins béninois de réfléchir à l'avenir de leur profession et de proposer des solutions concrètes pour un meilleur exercice de la médecine au Bénin.

***Constance AGOSSA***

---

**JVE      Bénin      et      Benkadi**

# renforcent la durabilité des groupes de réflexion à Athiémé et Grand-Popo

*Les jeudi 26 et vendredi 27 septembre 2024, les communes d'Athiémé et de Grand-Popo ont respectivement accueilli des séances de travail portant sur l'appropriation des actes de formalisation des Groupes de Réflexion (GR) dans le cadre du projet BENKADI, conduit par l'ONG JVE Bénin. Ces ateliers avaient pour but de garantir une compréhension approfondie des arrêtés formalisant ces groupes et de réfléchir à la durabilité des Groupes de Réflexion mis en place par Benkadi.*



La première séance de travail s'est déroulée à Athiémé, réunissant les membres du Groupe de Réflexion local et le personnel de JVE Bénin. Le groupe de réflexion d'Athiémé est

officiellement désigné comme le Comité de Réflexion et d'Appui Technique pour la mise en œuvre du projet BENKADI dans la commune.

Les participants ont analysé en profondeur l'arrêté de formalisation du groupe, et ont pu échanger sur les points forts et les lacunes de ces arrêtés, notamment en ce qui concerne la pérennisation des Groupes après la fin du projet BENKADI en 2025. Ils ont identifié des points d'amélioration, notamment concernant la dénomination, les attributions et la composition des membres.

*Pour Amadou BAWA, point focal de la PASCIB et membre du groupe de réflexion, les points ont été identifiés pour être améliorés dans l'arrêté actuel. Il s'agit notamment des missions et de la composition des membres. Il a relevé qu'il est important de formaliser les ajouts nécessaires pour que le groupe puisse continuer à fonctionner efficacement après le projet.*

Les discussions ont mis en évidence la nécessité d'ajouter des lignes aux arrêtés, tant au niveau des missions du groupe qu'à celui de ses membres, ainsi que d'envisager des synergies avec d'autres cadres de dialogue locaux. Une nouvelle proposition d'arrêté a été recommandée pour tenir compte de ces remarques. L'atelier a également permis aux participants de se familiariser avec les outils de prise de décision participative de BENKADI. Un questionnaire a été distribué pour identifier les cadres de dialogue existants au niveau communal et explorer les possibilités de synergies.

La deuxième journée s'est tenue à Grand-Popo, le 27 septembre 2024, rassemblant les membres du Groupe de Réflexion local et l'équipe de JVE Bénin. Comme à Athiémé, le GR de Grand-Popo est formellement nommé Comité de Réflexion et d'Appui Technique pour le projet BENKADI dans la commune.

Les discussions ont mis en évidence la nécessité d'ajouter des lignes aux arrêtés, tant au niveau de la dénomination, des

missions du groupe qu'à celui de ses membres. Une nouvelle proposition d'arrêté a été recommandée pour tenir compte de ces remarques. Les participants ont également été initiés aux outils de prise de décision participative de BENKADI.

*YEBE Cyrillia est la Secrétaire Exécutive de la Mairie de Grand-Popo et présidente du groupe de réflexion. Elle a déclaré, « Les échanges ont été très enrichissants. Nous avons maintenant une meilleure vision des actions à mener pour pérenniser ces groupes au-delà du projet Benkadi. »* Un questionnaire a été également distribué pour identifier les cadres de dialogue existants et explorer les perspectives de synergies.

### **Pérennisation des Groupes de Réflexion à Athiémé et Grand-Popo**

Suite à la séance de travail des 26 et 27 septembre 2024 sur l'appropriation des actes de formalisation des Groupes de Réflexion, l'ONG JVE Bénin a poursuivi ses efforts pour dynamiser et renforcer la durabilité de ces groupes dans le cadre du projet BENKADI, Alors que la fin du projet est prévue pour 2025, la pérennité des Groupes de Réflexion s'impose comme un enjeu majeur.

Dans ce contexte, JVE Bénin a organisé un atelier multiacteur les 02 octobre 2024 à Grand-Popo et 03 octobre 2024 à Athiémé pour discuter des stratégies de dynamisation et de pérennisation des comités de réflexion mis en place par le programme dans les communes d'intervention.



### *Atelier multi acteurs Athémé*

À Grand-Popo, l'atelier a réuni divers acteurs, incluant les autorités communales, les cadres techniques de la mairie, des organisations de la société civile, des services déconcentrés de l'État et des représentants des cadres de dialogue locaux. Les échanges ont permis de réaliser une analyse SWOT des Groupes de Réflexion, mettant en évidence leur capacité à influencer les politiques locales. Un nouvel arrêté a été proposé pour renforcer l'existence et l'action du Groupe de Réflexion. Les discussions ont également porté sur l'autonomie du groupe et son intégration dans des cadres de dialogue plus larges, ainsi que sur l'importance de la synergie avec la plateforme de réduction des risques de catastrophes.

« Les Groupes de Réflexion, tels que définis dans les arrêtés, ont montré leur potentiel à influencer nos décisions locales. Avec ces ajustements, nous pouvons réellement consolider leur rôle dans la gouvernance climatique de la commune. » a

souligné *Justin FANOUKPE*, point focal de la plateforme de réduction des risques de catastrophe et d'adaptation au changement climatique.

À Athiémé, l'atelier a réuni un groupe similaire d'acteurs locaux. Un nouveau nom a été attribué au Groupe de Réflexion : Comité communal sur l'adaptation aux changements climatiques dans la commune d'Athiémé (CCACC-Athiémé), symbolisant son évolution et son nouveau rôle au sein de la communauté locale. Il a été décidé d'élargir la composition du groupe pour assurer une plus grande représentativité et une participation accrue dans les décisions locales. Les participants ont convenu de la nécessité de formaliser ces décisions dans un nouvel arrêté adapté aux besoins locaux et ont décidé que le CCACC-Athiémé travaillerait en synergie avec les autres cadres de dialogue existants au niveau local.

*Marie TOFFA* a déclaré que le fait d'inclure davantage d'acteurs locaux va vraiment renforcer notre crédibilité et notre impact dans la commune. Cela montre que le Groupe de Réflexion ne se limite pas au projet, mais devient une véritable structure de gouvernance participative.

Ces ateliers multi acteurs ont permis de poser des bases solides pour la pérennité des Groupes de Réflexion mis en place dans le cadre du projet BENKADI. En plus de proposer des ajustements aux arrêtés existants, les discussions ont mis en lumière l'importance des synergies avec d'autres cadres de dialogue et de la fusion avec des structures existantes comme la plateforme de réduction des risques de catastrophes.

En conclusion, grâce à l'implication et à la diversité des participants, des solutions concrètes ont été proposées pour assurer l'ancrage durable des groupes dans la gouvernance locale après la fin du projet. Ces ateliers ont permis d'élaborer des stratégies visant à garantir la continuité et l'efficacité des Groupes de Réflexion au-delà de la fin du projet BENKADI en 2025, en renforçant leur rôle dans la

gouvernance climatique locale et en assurant leur intégration dans les structures de prise de décision existantes.

*Megan Valère SOSSOU*

---

# **Benkadi au Bénin: l'ONG SOS Savane œuvre pour la durabilité des groupes de réflexion à Karimama et Malanville**

*Dans le cadre de ses actions pour renforcer la gouvernance participative face aux changements climatiques, l'ONG SOS Savane à travers le projet BENKADI a organisé une série d'activité en vue de garantir la durabilité des groupes de réflexion multi-acteurs dans les communes de Malanville et de Karimama.*



*Déroulement de l'atelier avec le cadre de concertation sur le changement climatique de la commune de Karimama*

L'objectif de l'initiative est d'intégrer divers acteurs, notamment non étatiques, dans les processus de décision locale afin de promouvoir des actions de plaidoyer autour des questions climatiques et du développement durable.

Pour y arriver plusieurs actions ont été mises en œuvre. Il s'agit de l'appropriation des actes de formalisation des groupes, de l'analyse diagnostique de la prise de décision participative, et enfin de l'analyse prospective sur l'avenir des groupes de réflexion.

Dans un premier temps, une série de rencontres a été organisée avec des partenaires locaux pour analyser et renforcer la structure des groupes de réflexion déjà établis. Ces échanges ont permis de dresser un bilan des points forts et des défis à relever pour pérenniser leur fonctionnement. Une enquête a ensuite été réalisée dans ces communes pour identifier les

cadres de concertation existants, évaluer leur efficacité et proposer des améliorations.

### **Dynamisation des groupes de réflexion à Malanville et Karimama**

Les résultats de cette enquête ont révélé une meilleure coordination entre les acteurs locaux, et la nécessité d'un cadre formel de réflexion sur les changements climatiques, notamment dans la commune de Malanville. Il a été recommandé de clarifier les modalités de financement de ces groupes et d'organiser des ateliers réguliers pour garantir leur bon fonctionnement à long terme.

L'analyse des données recueillies souligne que, pour assurer une gestion efficace des questions climatiques à l'échelle locale, un mécanisme de financement durable et un soutien institutionnel sont indispensables. Cette initiative, bien que confrontée à certaines difficultés logistiques, marque une étape clé dans la promotion d'une gouvernance locale plus inclusive et résiliente face aux défis climatiques.

Pour rappel, ces actions résultent des recommandations de l'atelier bilan d'août 2024 qui avait été organisé pour évaluer les activités réalisées par les partenaires de mise en œuvre (PMO) et la prise en compte du genre dans le processus.

***Megan Valère SOSSOU***

---

**Propriété Intellectuelle:  
Elisée FADE reçoit le brevet**

# d'invention de sa table de réanimation

*Le 31 janvier 2024, [l'Organisation Africaine de la Propriété Intellectuelle](#) (OAPI) a décerné un brevet d'invention à Elisée FADE pour sa table de réanimation destinée aux nouveau-nés et aux nourrissons. Cette invention qui promet de révolutionner la prise en charge des nouveau-nés en milieu hospitalier a été brevetée officiellement. Une annonce publiée dans le bulletin de la propriété industrielle de l'OAPI le 10 mai 2024.*



***Table de réanimation destinée aux nouveau-nés et aux nourrissons***

La table de réanimation développée par Elisée FADE se distingue par sa capacité à offrir une thermorégulation

uniforme sur toute la surface du matelas, assurant ainsi un environnement sécurisé et adapté aux besoins des soins de développement des nouveau-nés. Selon le fascicule du brevet, ce dispositif permet de maintenir la température idéale pour les bébés, prévenant ainsi des situations d'hypothermie qui représentent un danger important pour les prématurés.

L'OAPI, après une analyse approfondie de l'invention, souligne que cet équipement médical contribue à réduire le taux de mortalité des nouveau-nés en minimisant les risques d'asphyxie néonatale et en évitant les conséquences neurologiques graves. Cette table de réanimation, conçue pour les centres de santé, se distingue également par son coût abordable et son accessibilité, deux facteurs essentiels pour améliorer la qualité des soins dans les régions aux ressources limitées. En plus de garantir une prise en charge rapide et efficace, elle permet aux établissements de santé de s'équiper en matériel performant à moindre coût.

Conçu et fabriqué par UP ELEC, une entreprise spécialisée dans les équipements médicaux basée à Djougou, avec une annexe à Hèvié, ce dispositif témoigne du génie d'Elisée FADE, technicien en électricité, maintenance industrielle et biomédicale. UP ELEC, sous la direction de FADE, poursuit son objectif de développer des technologies de pointe adaptées aux besoins de santé de l'Afrique.

Pour toute information supplémentaire ou pour acquérir cette innovation, UP ELEC est joignable au (+229) 90 55 27 51 (WhatsApp) ou par e-mail à [info.upelec@gmail.com](mailto:info.upelec@gmail.com).

Avec cette invention, Elisée FADE contribue à placer le Bénin sur la carte de l'innovation technologique et médicale en Afrique, apportant une solution concrète aux défis de la santé néonatale dans le contexte africain.



## **Description de la table de réanimation pour les nouveau-nés et pour nourrissons**

Le dispositif démontable, comprend un élément de réception définissant une surface de couchage (3), ledit élément de support est monté sur la surface de couchage adjacente à l'extrémité ou au bord arrière dudit élément de couchage. Le dispositif est équipé d'un microprocesseur servant à contrôler le système de température et la gestion d'un fonctionnement automatique.

***Megan Valère SOSSOU***

---

# 4e édition du Forum Africain des Villes Durables: Brice Delagneau dévoile les ambitions et les innovations

*Dans le cadre de la préparation de la 4e édition du Forum Africain des Villes Durables (FORAVID), le commissaire général, Brice Delagneau, a animé une conférence de presse ce dimanche 06 octobre 2024 pour partager les tenants et aboutissants de ce grand événement avec les médias. Ce forum, qui se tiendra les 9 et 10 octobre 2024 à l'espace CRRAE UMOA à Abidjan, réunira des acteurs majeurs du développement local et du secteur privé sous le thème « **Accélérer le développement de l'économie locale dans les collectivités** ».*



***Brice Delagneau, Commissaire Général du FORAVID 2024***

Initié en 2019 par l'ONG AMISTAD et l'Agence Afrique Green Side, le Forum Africain des Villes Durables se positionne comme une plateforme de dialogue, de réseautage et de collaboration pour les acteurs du développement durable. Brice Delagneau a rappelé les enjeux de ce rendez-vous qui réunit des autorités territoriales, des chefs d'entreprises, des

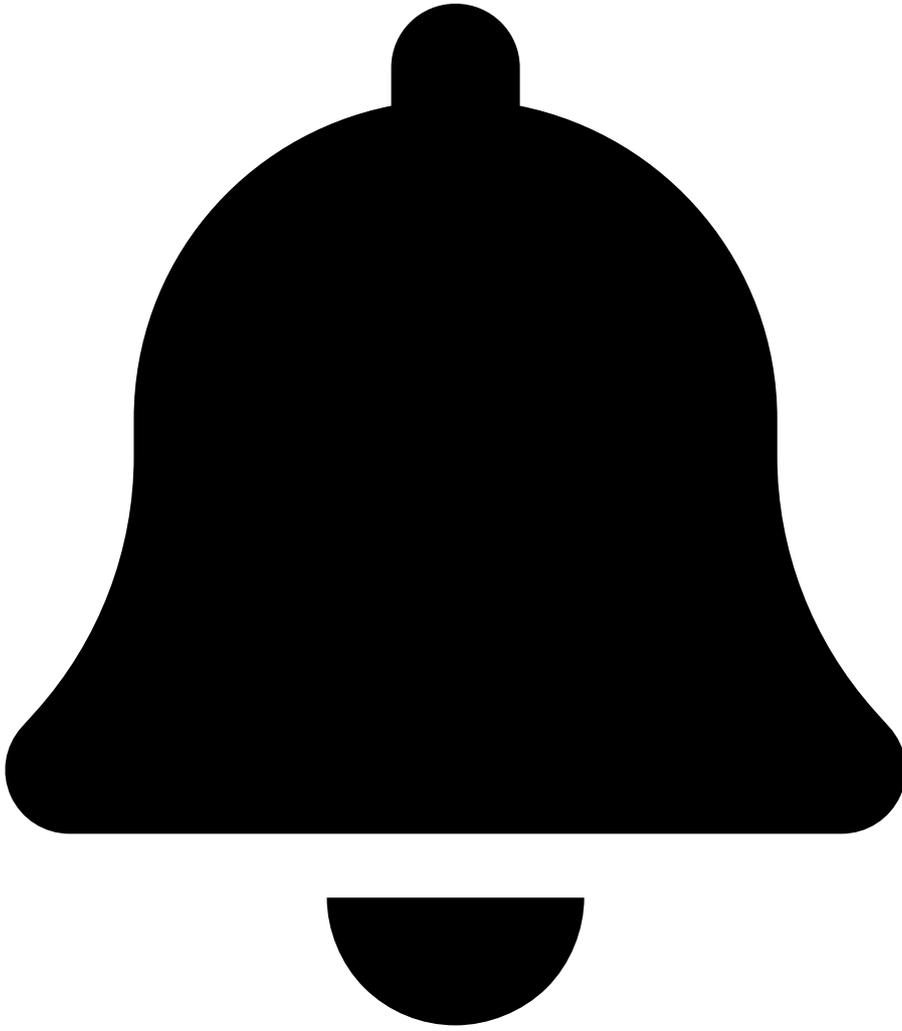
partenaires financiers, ainsi que des cabinets de conseil et des médias. Son objectif est d'accélérer le développement économique, social, culturel et environnemental des territoires africains de manière durable et inclusive.

Cette 4e édition du FORAVID ambitionne de mettre en place des mécanismes concrets pour soutenir les économies locales et favoriser des collaborations efficaces. Delagneau a souligné que l'accent sera mis sur la promotion des financements pour les collectivités territoriales, ainsi que sur la valorisation des secteurs économiques porteurs. En effet, ce forum créera également un cadre propice à la rencontre entre les partenaires techniques et financiers et les fournisseurs de solutions innovantes, afin de répondre aux besoins spécifiques des villes africaines. *« Cette année, la présence de l'Afrique du Sud, pays invité d'honneur, apportera une expertise précieuse dans la gestion durable des villes et la mise en œuvre de politiques environnementales audacieuses »*, a déclaré Delagneau

### **Reconnaissance du mérite des acteurs engagés dans le développement local**

Le commissaire général a également annoncé que 35 prix seront décernés lors de cette édition pour récompenser les acteurs engagés dans le développement local. Parmi ces distinctions, on compte 28 prix pour l'innovation, 3 prix spéciaux, 3 prix d'honneur et un Super Prix qui viendra couronner l'initiative la plus remarquable.

En conclusion, Brice Delagneau a réaffirmé l'ambition du FORAVID de devenir une plateforme de référence pour la promotion des pratiques innovantes et durables au sein des collectivités africaines. Ce forum représente une opportunité unique pour les villes africaines de partager leurs expériences, d'attirer des investissements et de trouver des solutions concrètes aux défis économiques et environnementaux auxquels elles sont confrontées.



## **Un soutien de taille**

Rappelons que le forum est organisé sous l'égide de l'UNESCO et avec le soutien d'importants dirigeants régionaux, tels que Monsieur Oumar Ba, Président du Conseil des Collectivités Territoriales de l'UEMOA et de l'Association des Maires du Sénégal, ainsi que de hauts représentants des ministères du Tourisme et des Loisirs, et de la Transition numérique et de la Digitalisation. Il est également parrainé par Monsieur Souleymane Diarrassouba, Ministre du Commerce et de l'Industrie, et bénéficie de l'assistance technique de l'équipe de Monsieur Yapi Fidèle, Directeur Général de la Décentralisation et du Développement Local.

***Megan Valère SOSSOU***

---

# **Benkadi au Bénin : L'ODDB œuvre pour la durabilité des groupes de réflexion à Za-Kpota**

*Du 26 au 30 septembre 2024, l'ONG ODDB a organisé une séance de visites pour enquêter sur les cadres de dialogue et les actions de plaidoyer dans la commune de Za-Kpota. Cette initiative, qui s'inscrit dans le cadre de l'appui à la mise en œuvre du projet Benkadi au Bénin, visait à assurer le bon fonctionnement et la durabilité d'un groupe de réflexion multi-acteurs mis en place par le projet Benkadi.*



### *Vue d'ensemble des participants*

Plusieurs cadres de dialogue et de concertation ont participé à cette activité. Les échanges ont permis de mieux comprendre leur fonctionnement, les thématiques abordées, leur impact en matière de plaidoyer, ainsi que leurs limites. Pour Alfred OGA, en amont à cette séance, une enquête avait déjà été menée pour identifier tous les cadres de concertation formels et informels existants dans la commune. Les données recueillies seront traitées et analysées en vue de proposer des mesures de durabilité des groupes de réflexion.

Pour André Sanhouékoa, responsable du développement local et de la planification à la mairie de Za-Kpota, cette initiative est une occasion de faire le point sur les actions menées par les organisations de la société civile. « Le comité de réflexion mis en place avait pour objectif d'intégrer les actions climatiques dans le Programme de Développement Communal. Aujourd'hui, nous envisageons de l'élargir afin

d'apporter plus de ressources et d'expertise pour accompagner la commune dans ses efforts d'adaptation aux changements climatiques », a-t-il déclaré.

Les participants à l'activité ont rempli des fiches d'enquête détaillant les objectifs, les activités, le fonctionnement, les actions de plaidoyer menées par les cadres de concertation existants dans la commune. Cette analyse des organisations locales contribuera efficacement à la réflexion en cours.

Simon Agbéva, membre très actif du cadre de concertation des acteurs de l'éducation, a salué cette initiative, qu'il juge essentielle pour le développement de la commune de Za-Kpota. « Il est urgent de se réunir pour trouver des solutions adaptées aux défis climatiques », a-t-il affirmé.

Ruffine Dagbénonbakin, agent à la mairie et point focal Genre, a souligné l'importance d'intégrer l'approche genre dans toutes les planifications.

Basile Adimale, 2ème adjoint au maire de Za-Kpota, a conclu en exprimant sa conviction que cette initiative permettra de revitaliser les différents cadres de dialogue et de les rendre véritablement opérationnels pour une meilleure prise en charge des enjeux climatiques locaux.

Cette activité a contribué au renforcement du cadre de concertation multi-acteurs, qui accompagne la mise en œuvre des initiatives d'AbE du PDC4 de la commune de Za-Kpota, et qui inclut la gouvernance participative des initiatives de développement durable avec un focus sur les changements climatiques.

***Megan Valère SOSSOU***

---

# Tozé, le répulsif biologique qui protège vos cultures des ruminants

*Face aux dégâts causés par les bœufs, moutons et chèvres dans les champs, le produit Tozé se positionne comme une solution efficace et écologique. Ce répulsif biologique, conçu à partir d'extraits d'animaux et de plantes, repousse les ruminants sans nuire à l'environnement, aux plantes ou aux humains.*



## **Produit Tozé**

Une solution naturelle contre les ravages des ruminants

Les agriculteurs béninois sont régulièrement confrontés aux destructions causées par les ruminants, surtout en saison sèche, lorsque les bœufs errants s'attaquent aux plantations.

Tozé agit comme une barrière naturelle, préservant les cultures annuelles, les plantations fruitières et les plantes de couverture. Contrairement aux produits chimiques, Tozé est non toxique, validé par le laboratoire pharmacologique de l'EPAC/UAC, garantissant la sécurité pour l'homme et l'environnement.

Le dosage de Tozé est simple : 1 litre du produit mélangé à 5 litres d'eau permet de traiter une bande de 2 mètres sur 400 mètres. Ainsi, un hectare de champ nécessite seulement un litre de Tozé. Le traitement reste efficace pendant deux mois, offrant une protection durable contre les ruminants. Un litre est vendu à 5000 FCFA, ce qui en fait une solution accessible pour les petits et grands agriculteurs.

Une alternative durable et non toxique

En plus de son efficacité, Tozé est respectueux de l'environnement. Les études toxicologiques et d'impact environnemental ont été validées par l'Agence Béninoise de l'Environnement (ABE), prouvant son innocuité pour les cultures, les animaux et les humains.

Tozé représente ainsi une avancée importante pour les agriculteurs soucieux de protéger leurs cultures tout en respectant la biodiversité.

*Megan Valère SOSSOU*

---

**Entretien avec Junias  
AZONDJINMON sur le Camp**

# Régional Youth40DD 2024

Aujourd'hui, nous avons l'honneur de recevoir D. Junias AZONDJINMON, Expert Consultant GéoEnvironnementaliste et spécialiste des questions liées aux changements climatiques. En tant que Président de l'ONG RAEDD, Coordonnateur du Réseau Africain Youth40DD et Président du Comité de Gestion du Camp Régional Youth40DD, il est à l'initiative d'un événement d'envergure pour la jeunesse africaine : le Camp Régional Youth40DD (CRY40DD). Ce camp vise à promouvoir l'engagement des jeunes dans l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD).



Dans cet entretien, il nous éclaire sur l'importance de ce rendez-vous et les opportunités qu'il offre à la jeunesse africaine.

***Pouvez-vous nous présenter le Camp Régional Youth40DD ?***

Le Camp Régional Youth40DD, ou CRY40DD, est un événement international dédié à la jeunesse africaine, axé sur les Objectifs de Développement Durable des agendas 2030 (NU) et 2063 (UA). Initié par RAEDD ONG et soutenu par le Réseau Africain Youth40DD, cette édition 2024 est co-organisée avec ROJALNU ODD Togo et AGEF Togo. Elle réunira 100 jeunes leaders et engagés des ODD de 10 pays africains à Vogan, au Togo, du 17 au 20 octobre 2024.

### ***Pourquoi avoir choisi le Togo pour cette édition 2024 ?***

Le choix du Togo a été fait sur une base votée par les organisations points focaux du Réseau Africain Youth40DD après l'édition 2023, qui s'est tenue au Bénin. Conformément à cette décision collective, le Togo accueillera l'édition 2024 du Camp Régional Youth40DD.

### ***Quelles seront les principales activités de cette édition ?***

Le programme de cette édition inclut des communications, des formations pratiques, des actions communautaires, des sorties écotouristiques, un concours Pitch Miss ODD, une foire d'exposition des produits et services innovants de la jeunesse africaine, ainsi qu'une grande soirée gala. Ces activités visent à renforcer la synergie entre les participants et à promouvoir l'atteinte des ODD à travers des actions locales et internationales.

### ***Quel est le thème principal du camp cette année ?***

Le thème central de cette édition est : ''Jeunesse Africaine au Cœur des Objectifs de Développement Durable des Agendas 2030 (NU) et 2063 (UA)''

Quels pays seront représentés au camp ?

Cette édition réunira des jeunes leaders provenant du Bénin, Togo, Burkina Faso, Mali, Côte d'Ivoire, Niger, Tchad, Gabon, Ghana et Guinée, qui participeront aux différentes

activités prévues.

***Quels bénéfices cet événement apportera-t-il à la jeunesse africaine ?***

Les participants amélioreront leur compréhension des enjeux sociétaux et des urgences mondiales tout en renforçant leurs compétences grâce à des formations et des actions sur le terrain. Ce camp est conçu pour galvaniser les jeunes à agir pour atteindre les objectifs des agendas 2030 et 2063. À leur retour, chaque participant mènera des actions locales, encadrées par les organisations points focaux de leur pays.

***Avez-vous un appel à lancer pour cet événement ?***

Nous exprimons notre profonde gratitude envers nos partenaires et les organisations points focaux du Réseau Africain Youth40DD pour leur engagement à atteindre les objectifs des Agendas 2030 et 2063. Nous invitons toute personne souhaitant soutenir cette édition 2024 du Camp Régional Youth40DD à Vogon à se joindre à cet effort collectif pour un avenir durable et prospère pour la jeunesse africaine.

---

# **Journée de l'activiste climat: un pari gagné pour Bio Tabaraka Bangana**

*Célébrée autour du thème «Solidarité mondiale et justice climatique : les jeunes au cœur de l'action climatique », la 1<sup>ère</sup> journée de l'activiste climat s'est tenue à Obama center de l'université d'Abomey Calavi, du 05 au 07 septembre 2024. Cette célébration a connu la participation d'une trentaine de*

*jeunes venus de divers horizons.*



### ***Photo de famille***

Selon Bio Tabaraka Bangana, coordonnateur de cette initiative, le but est de renforcer les capacités des jeunes activistes sur les questions climatiques, afin qu'ils mettent ces compétences au service de leur communauté.

En lançant officiellement cet évènement, Mme Arielle Heaven Akouete, Directrice Générale de promotion de l'éco-citoyenneté du ministère du cadre de vie et des transports chargé du développement durable, a encouragé et invité les jeunes activistes à plus d'engagement.



### *Cérémonie de lancement*

Arielle Heaven Akouete, Directrice Générale de promotion de l'éco-citoyenneté du MCVT

«Nous avons besoin aujourd'hui de jeunes déterminés comme vous. Être activiste, c'est un mode de vie. Les messages que vous véhiculez, vous devez en vivre le contenu», a-t-elle laissé entendre.

Plusieurs thématiques ont été développées au cours des échanges. Il s'agit entre autres de l'agriculture intelligente, de la gestion des déchets, de la transition énergétique, des énergies renouvelables, et bien d'autres sujets.

Dirigée par Salem AYENAN, la simulation de la COP 29 a été l'un des exercices les plus intéressants de cette initiative, où chaque groupe de jeunes délégués a vaillamment défendu ses intérêts.



### *Participants*

Entre communication, débat et partage d'expériences, cette activité a eu un impact significatif sur les diverses parties prenantes. Les participants à cette première édition de la journée de l'activiste climat sont ainsi répartis bien aguerris, promettant de faire bon usage des compétences acquises.

***Pothin ADANVESSI***

---

# **Agroécologie au Bénin : Les Jardins de l'Espoir promeut**

# L'assurance qualité et la maîtrise financière

[This article can be read in english on the Eco Voice Africa](#)

*Pour rassurer de la qualité des produits agroécologiques, de la production à la consommation, Les Jardins de l'Espoir, avec le soutien financier de l'Agroecology Fund, a initié le projet « Assurance qualité et maîtrise financière des systèmes agroécologiques paysans » (AQSAEP). Ce projet a été présenté lors d'un atelier à Abomey-Calavi, en présence des principaux acteurs de l'agroécologie au Bénin.*



*Vue d'ensemble des participants*

Raoudath Bouraima, Présidente de Les Jardins de l'Espoir, a expliqué que l'objectif du projet est de garantir aux consommateurs, ainsi qu'aux producteurs, une production et une

consommation saine et durable. « Il s'agit d'apporter plus de valeur aux produits agroécologiques sur le marché, en assurant leur qualité », a-t-elle précisé.

Au cours de cet atelier, les participants ont examiné la nécessité de réaliser une cartographie des bonnes pratiques et des acteurs clés de l'agroécologie au Bénin, réalisée à partir d'une étude diagnostique. Ils ont également travaillé à l'élaboration des éléments essentiels du cahier des charges pour la certification AQSAEP, et discuté des moyens de redynamiser les marchés fermiers paysans afin de faciliter l'accès à ces produits écologiques.

Le projet AQSAEP comprend plusieurs volets : l'aménagement d'infrastructures agroécologiques, la création d'une ferme témoin, la distribution d'intrants aux producteurs, la mise en place d'itinéraires techniques adaptés aux systèmes agroécologiques, une étude de rentabilité économique de ces pratiques, et la création d'un marché modèle illustrant les principes de la nouvelle certification. L'initiative inclut également l'expérimentation de nouveaux systèmes de production, dont les résultats seront validés par les parties prenantes du secteur agroécologique.

### **Une certification AQSAEP pour renforcer la confiance des consommateurs**

« Ce projet nous conduira à une certification des produits agroécologiques », a souligné la présidente de Les Jardins de l'Espoir. Il s'agit de garantir que les producteurs utilisent des outils et des pratiques transparentes, rassurant ainsi les consommateurs sur la qualité des produits agroécologiques disponibles sur le marché.

La certification AQSAEP, au cœur du projet, vise à offrir une garantie de qualité élevée des produits agroécologiques, un avis partagé par Noël Obognon, coordonnateur du projet. Monkoun Jaurès, directeur du CeVAD et membre de la FAEB, a

salué cette initiative qu'il qualifie de « très pertinente ». Cette certification ouvrira de nouvelles opportunités pour les producteurs agroécologiques en renforçant la confiance des consommateurs et en consolidant leur position sur le marché a-t-il laissé entendre.

Le projet AQSAEP porté par Les Jardins de l'Espoir avec le soutien de Agroecology Fund, promet ainsi de transformer durablement le secteur agroécologique béninois, en misant sur des pratiques agricoles responsables et une gestion financière rigoureuse, pour le bien-être des producteurs et des consommateurs.

*Abalo Towanou*

---

## **Lutte contre le VIH/SIDA : Winnie Byanyima, Directrice Exécutive de l'ONUSIDA, en visite officielle au Bénin**

*Winnie Byanyima, Directrice Exécutive de l'ONUSIDA et Secrétaire Générale Adjointe des Nations Unies, est en visite officielle au Bénin du 9 au 13 septembre 2024. Cette visite s'inscrit dans le cadre d'un partenariat stratégique avec Expertise France pour renforcer la lutte contre le VIH/SIDA en Afrique de l'Ouest et du Centre.*



Durant son séjour, Mme Byanyima rencontrera le Chef de l'État, des représentants gouvernementaux, ainsi que des acteurs de la société civile pour évaluer les progrès du projet financé à hauteur de 1,92 million d'euros. Un projet qui vise à améliorer l'accès aux traitements et à renforcer la prévention du VIH dans six pays de la région, dont le Bénin.

Cette visite témoigne de l'engagement continu de l'ONUSIDA à soutenir les initiatives locales pour atteindre l'objectif de mettre fin à l'épidémie de VIH/SIDA d'ici 2030.

Rappelons qu'en plus des problématiques touchées par le projet avec Expertise France, les priorités de l'ONUSIDA dans la sous-région et particulièrement au Bénin, restent : le VIH pédiatrique, Education +, et le dépistage des hommes. Ces rencontres permettront d'évaluer les avancées sur le terrain et d'identifier les défis restants.

***Megan Valère SOSSOU***

---

# **Revue du premier semestre 2024 : Progrès et défis du pilier « Résilience, Croissance Durable et Emploi » du Programme-Pays Bénin-PNUD**

*Le jeudi 22 août 2024, la salle de conférence du Ministère du Cadre de Vie et des Transports a accueilli la revue du premier semestre 2024 du pilier 1 « Résilience, Croissance Durable et Emploi » du Programme-Pays 2024-2026, entre le Gouvernement du Bénin et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Cette rencontre, sous le leadership du Ministère du Cadre de Vie et des Transports, visait à analyser les progrès réalisés dans l'opérationnalisation du cadre de coopération et à proposer des mesures pour résoudre les problèmes éventuels.*



### **Revue semestrielle / Projets PNUD Benin**

À l'ouverture de cette revue, M. Elhadj Oumar Diallo, Représentant Résident Adjoint du PNUD au Bénin, a souligné le caractère obligatoire de cette rencontre, essentielle pour la reddition des comptes auprès des partenaires. Il a indiqué que le niveau d'exécution financière des projets de ce pilier était de 41% au 30 juin et de 53% au 19 août 2024, avec un objectif de 75% d'ici fin septembre 2024. Ces chiffres mettent en lumière les défis rencontrés dans l'utilisation des crédits par les projets.

Pour M. Urbain TCHIAKPE, représentant le Ministre du Cadre de Vie et des Transports en charge du Développement Durable, cette revue constitue un moment crucial pour évaluer les progrès réalisés et formuler les mesures nécessaires pour résoudre les problèmes identifiés. Il a exprimé sa gratitude envers les agences du Système des Nations Unies (SNU) qui soutiennent activement le Gouvernement dans la réalisation des objectifs du Programme d'Action du Gouvernement 2021-2026.

Au total, cinq projets ont été passés en revue, présentant

leurs performances, les difficultés rencontrées, les risques, les bonnes pratiques, les leçons apprises ainsi que les mesures mises en œuvre suite aux recommandations antérieures. Les projets examinés étaient :

- **Projet de Renforcement de la Résilience des Communautés Agricoles des Zones Frontalières Exposées aux Effets Néfastes des Changements Climatiques (PRRéCAZ)**
- **Projet de Renforcement de la Résilience du Secteur de l'Énergie aux Impacts des Changements Climatiques au Bénin (PANA-ENERGIE)**
- **Projet de Promotion de la Production Durable de Biomasse Électricité au Bénin (BIOMASSE-ELECTRICITE)**
- **Projet de Restauration et de Valorisation des Terres et des Écosystèmes Forestiers Dégradés pour une Meilleure Résilience Climatique au Bénin (PIRVaTEFoD-Bénin)**
- **Projet de Promotion du Sel Local Iodé Xwlajê dans la Zone Côtière au Bénin (PROSEL)**

Les échanges ont révélé plusieurs résultats intéressants pour le premier semestre 2024, tout en soulignant la nécessité d'efforts supplémentaires pour atteindre la cible de 100% d'exécution financière du Programme d'ici la fin de l'année. Des recommandations ont été formulées pour surmonter les défis liés aux délais de passation des marchés selon la procédure nationale et pour assurer la durabilité des acquis de certains projets.

Cette revue a donc été un moment clé pour renforcer la coopération et ajuster les stratégies afin d'optimiser les résultats des projets du pilier « Résilience, Croissance Durable et Emploi ».

***Megan Valère SOSSOU***

---

# Dr Ifedayo Morayo Adetifa devient le Directeur de la transformation à FIND

*FIND a le plaisir d'annoncer la nomination du Dr Ifedayo Morayo Adetifa au poste de Directeur de la Transformation. Dr Adetifa, qui assumera également les fonctions de Directeur Exécutif, apporte une riche expérience et un parcours éprouvé dans le domaine de la santé mondiale et de la sécurité sanitaire, en particulier dans la prévention et le contrôle des maladies infectieuses.*



*Dr Ifedayo Morayo Adetifa*

Dr Adetifa, pédiatre chevronné et épidémiologiste accompli des maladies infectieuses, a précédemment occupé le poste de Directeur Général et Exécutif du Centre Nigérian de Contrôle

et de Prévention des Maladies (NCDC). Pendant son mandat au NCDC, il a joué un rôle crucial dans l'avancement de la réponse du Nigeria à la COVID-19. Il a également attiré des fonds substantiels pour les programmes, géré des budgets importants et supervisé une grande équipe dédiée à la lutte contre les agents pathogènes épidémiques et endémiques.

Exprimant son enthousiasme pour son nouveau rôle, Dr Adetifa a déclaré : « Je suis ravi de rejoindre FIND à un moment aussi critique pour la santé mondiale et en particulier pour les diagnostics. J'ai hâte de diriger l'équipe de FIND et de collaborer avec nos partenaires mondiaux pour stimuler l'innovation diagnostique et garantir que ces avancées atteignent ceux qui en ont le plus besoin. »

Dr Ayoade Alakija, président du conseil d'administration de FIND, a souligné l'importance de cette nomination : « Alors que FIND entame un nouveau et passionnant voyage de transformation, nous sommes ravis d'accueillir Dr Adetifa dans la famille FIND alors qu'il assume les responsabilités de Directeur Général. Sa nomination marque une étape importante, car il devient le premier Directeur Général africain du Sud global que FIND a été créé pour servir. Je suis particulièrement fier d'accueillir le premier Directeur Exécutif africain dans le Geneva Global Health Campus et l'écosystème plus large. Rééquilibrer le pouvoir est ce qui fera progresser la santé pour tous, et je reste pleinement engagé à faire en sorte que le leadership en santé mondiale reflète la diversité des populations que nous servons.»

L'expérience étendue de Dr Adetifa comprend des travaux aux niveaux national, régional, continental et international sur la fièvre de Lassa, les vaccins et l'immunisation, le virus respiratoire syncytial, le paludisme, la tuberculose et les systèmes de santé. Il est également actuellement membre du comité consultatif scientifique de la Coalition pour les Innovations en Préparation aux Épidémies (CEPI).

Dr Adetifa a obtenu ses qualifications médicales de premier cycle à l'Université d'Ilorin, au Nigeria, et a terminé sa résidence en pédiatrie au Lagos University Teaching Hospital, Idi-Araba, Lagos, avec l'attribution d'une bourse du West Africa College of Physicians en pédiatrie. Il a ensuite obtenu une maîtrise en sciences de la London School of Hygiene and Tropical Medicine (LSHTM), à Londres, et un doctorat (tous en épidémiologie) de l'Université d'Amsterdam. Il a également été professeur associé d'épidémiologie des maladies infectieuses à la LSHTM avant sa nomination au NCDC.

Alors qu'il prend ses nouvelles fonctions, Dr Adetifa est prêt à guider FIND dans cette période de transformation et à faire progresser sa mission d'innover et d'élargir l'accès aux tests diagnostiques à l'échelle mondiale, en veillant à ce que ceux qui en ont le plus besoin ne soient pas laissés pour compte.

---

## **Projet CASCADE: L'ASCINB remobilise les médias à plaider pour l'intensification de la nutrition au Bénin**

*L'Alliance de la Société Civile pour l'Intensification de la Nutrition au Bénin (ASCINB), dans le cadre de la mise en œuvre du Projet CASCADE initié par Care International Benin Togo et Gain, poursuit son engagement en faveur de l'amélioration de la nutrition avec la deuxième édition de la Campagne Nationale de Plaidoyer pour l'Intensification de la Nutrition (CaNPIN)*

au Bénin. Un événement pour lequel les médias sont à nouveau mobilisés.



#### *Vue d'ensemble des participants*

Après le succès de la première édition de la Campagne Nationale de Plaidoyer pour l'Intensification de la Nutrition (CaNPIN) en 2023, l'ASCINB invite à participer à la 2e édition qui aura lieu du 3 septembre au 31 octobre 2024 dans vingt (20) communes du Bénin.

Pour y arriver et convaincue du rôle des médias, elle a lancé, ce lundi 19 août 2024 à Ouidah, un nouvel atelier visant à renforcer la mobilisation sociale, le plaidoyer et le lobbying pour une meilleure alimentation et nutrition au Bénin.

Cet atelier de formation qui se déroule sur trois jours, réunit près d'une cinquantaine de journalistes membres de la Fédération des Radios Communautaires et Assimilés du Bénin (FeRCAB), du Réseau des Acteurs des Médias pour l'Eau, l'Environnement et le Climat (RAMEC), ainsi que de l'Union des Professionnels des Médias au Bénin (UPMB).

L'initiative vise, selon Dr Aurélien ATIDEGLA, Président de l'ASCINB, à attirer l'attention des autorités et de l'opinion publique sur les défis liés à la nutrition particulièrement dans les zones rurales du Bénin, au profit des enfants de moins de 5 ans et des femmes en âge de procréer.

Au cours de cette formation, les participants ont revisité les notions essentielles liées à la communication, au plaidoyer et au lobbying, en clarifiant les différences entre ces techniques. Ils ont également exploré diverses stratégies de mobilisation, telles que les campagnes de plaidoyer, les foires et les caravanes itinérants.

Cet atelier s'achèvera le mercredi avec l'engagement des acteurs des médias présents à intensifier leurs efforts pour promouvoir un plaidoyer actif contre la malnutrition au Bénin.

Il convient de rappeler que l'année dernière, la Campagne Nationale de Plaidoyer pour l'Intensification de la Nutrition (CaNPIN) a été lancée le 15 octobre 2023, au cours de la Journée internationale de la femme rurale, suivie d'une manifestation à Savalou, le lendemain en marge de la Journée Mondiale de l'Alimentation. Cette campagne avait réussi à mobiliser d'importants acteurs pour le renforcement des actions en faveur de la nutrition au Bénin.

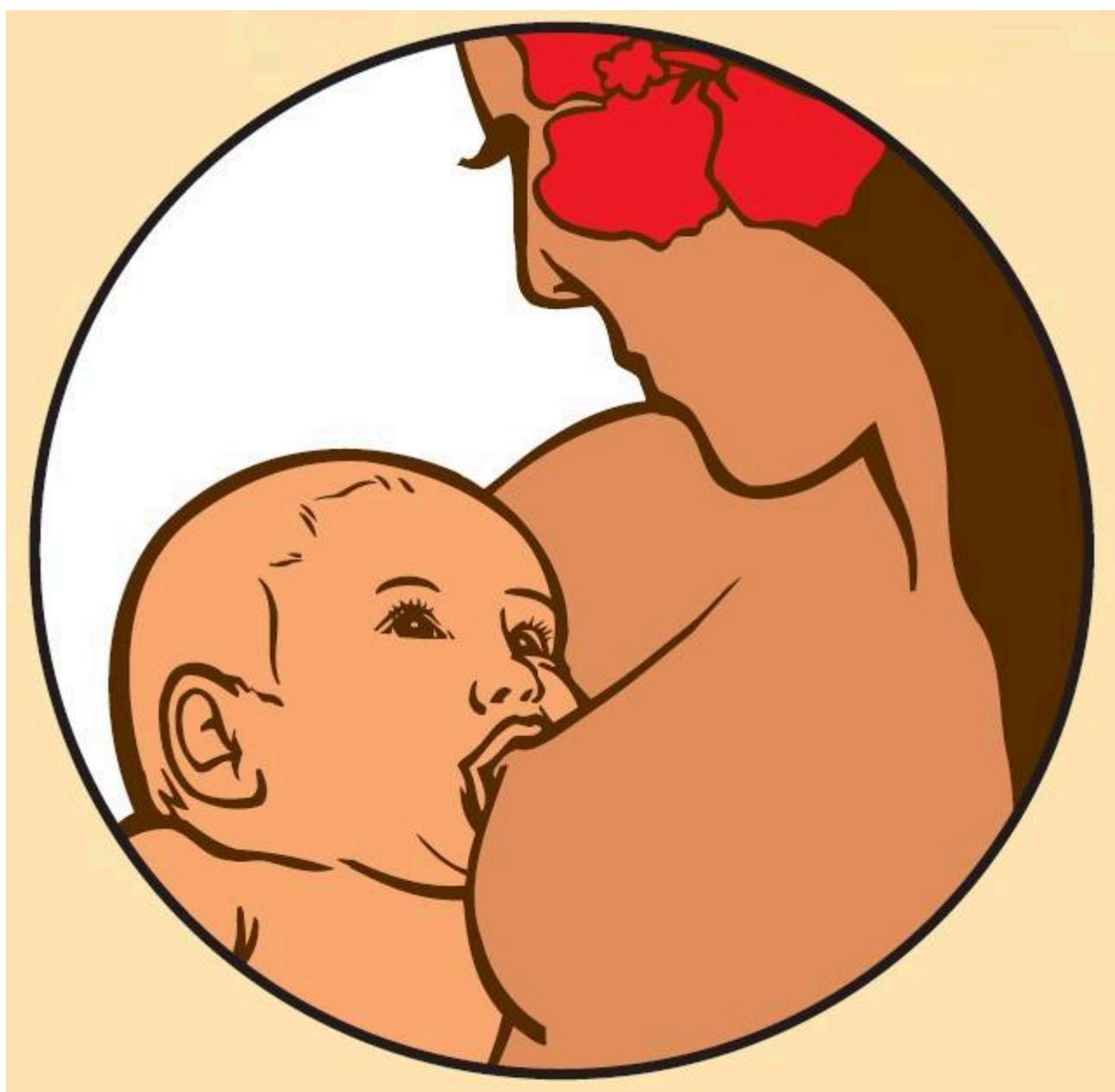
*Megan Valère SOSSOU*

---

**Semaine mondiale de  
l'allaitement maternel : Un**

# engagement renouvelé pour soutenir les Mères

*Avec le soutien de l'OMS, de l'UNICEF, et de nombreux ministères de la Santé et partenaires de la société civile, la Semaine mondiale de l'allaitement maternel a lieu chaque année durant la première semaine d'août. Cette initiative vise à promouvoir l'allaitement maternel comme l'un des moyens les plus efficaces de garantir la santé et la survie des enfants. Cependant, moins de la moitié des nourrissons de moins de six mois sont actuellement exclusivement allaités au sein.*



Chaque année, un thème différent est choisi pour encourager des environnements favorables qui aident les femmes à allaiter. Le thème de 2024, « Comblar l'écart : soutien à l'allaitement maternel pour toutes », met l'accent sur le soutien nécessaire à toutes les mères, quel que soit leur parcours d'allaitement, en soulignant le rôle des familles, des communautés, et des agents de santé.

Cette année la campagne célèbre la diversité des mères qui allaitent et souligne les soutiens communautaires et professionnels disponibles pour elles. Simon Nanama, Conseiller Régional pour la Nutrition Infantile au Bureau Régional de l'UNICEF pour l'Afrique Centrale et de l'Ouest, s'est exprimé au Réseau des Médias Africains pour la Promotion et la Médium de la Santé (REMAPSEN) le mardi 30 Juillet 2024. Il a rappelé que « le lait maternel continue d'être l'aliment approprié au développement des bébés et des enfants de la naissance à six mois », soulignant la nécessité d'une bonne nutrition dès le début de la vie pour la santé et le développement.

Cependant, des obstacles subsistent, notamment l'usage du lait artificiel qui compromet la santé des enfants et les expose à diverses maladies. Les faibles taux d'allaitement maternel en Afrique centrale et occidentale sont souvent dus à la disponibilité des substituts de lait maternel sur le marché et à l'absence de lois restrictives. Nanama a évoqué la nécessité pour les pays de développer des programmes de nutrition pour les enfants de moins de cinq ans et d'interdire les substituts du lait, citant le Ghana comme un exemple à suivre.



*Simon Nanama, Conseiller Régional pour la Nutrition Infantile au Bureau Régional de l'UNICEF pour l'Afrique Centrale et de l'Ouest*

Il a également mentionné le manque de soutien postnatal pour les mères après leur sortie de l'hôpital : « Quand la mère rentre à la maison, il n'y a personne pour l'accompagner pour donner du lait à l'enfant. Tous ces facteurs se combinent pour provoquer un mauvais allaitement. » Pour améliorer les taux d'allaitement, il a souligné l'importance de surmonter les obstacles actuels et de mettre en œuvre les stratégies de l'UNICEF. « Si ces barrières sont surmontées, si les stratégies lancées par l'UNICEF sont mises en œuvre, nous atteindrons 70 %, ce qui est le pourcentage acceptable. »

Enfin, Nanama a mis en garde contre les informations trompeuses sur les réseaux sociaux concernant l'allaitement maternel. L'éducation et la sensibilisation, combinées à des politiques rigoureuses, sont essentielles pour promouvoir l'allaitement maternel et assurer une nutrition optimale pour les enfants.

Rappelons qu'en 2018, une résolution de l'Assemblée mondiale de la Santé a reconnu la Semaine mondiale de l'allaitement maternel comme une stratégie essentielle de promotion de la santé.

*Megan Valère SOSSOU*

---

**RAYLF 2024: Innocent Antoine HOUEDJI honore le Bénin au**

# Royal African Young Leadership Forum

*Le Royal African Young Leadership Forum (RAYLF), qui s'est tenu du 09 au 13 juillet 2024 à Ife, au Nigeria, a mis en lumière des jeunes leaders exceptionnels à travers le continent. Parmi eux, Innocent Antoine HOUEDJI a particulièrement brillé par son engagement et son innovation dans le secteur agricole et foncier.*



## ***Innocent Antoine HOUEDJI***

Lors de la cérémonie de clôture du 13 juillet, Sa Majesté Ooni Adeyeye Enitan Ogunwusi, Ojaja II, l'Ooni d'Ife, a personnellement remis un prix prestigieux à HOUEDJI, soulignant ainsi son impact significatif.

Reconnu pour son leadership et son innovation dans le secteur

agricole et foncier, HOUEDJI est l'un des 100 jeunes leaders de 40 pays africains à avoir été récompensés cette année. Ce prix prestigieux souligne son travail acharné et sa vision pour la gouvernance foncière en Afrique, ainsi que pour une agriculture durable et prospère.



## **Qui est Innocent Antoine HOUEDJI ?**

Fondateur de l'organisation internationale « Youth Initiative for Land in Africa (YILAA) », active dans 25 pays, Innocent Antoine HOUEDJI possède une riche expérience en gouvernance foncière et en gestion des données agricoles. Ce prix confirme son engagement à provoquer des changements positifs, à influencer la société et à encourager des partenariats productifs, renforçant ainsi l'image mondiale de l'Afrique. En exprimant sa gratitude, HOUEDJI a déclaré : « *Ce prix est une reconnaissance de nos efforts collectifs et une motivation*

*pour aller de l'avant.* » Sa vision et son dévouement ont été largement applaudis, augurant de grandes réalisations futures pour YILAA.

Avec plus de 10 ans d'expérience dans le secteur de la terre et de la gouvernance foncière en Afrique, Innocent Antoine HOUEDJI a su se distinguer par ses compétences en gestion, planification d'entreprise, analyse financière, ingénierie logicielle, opérations et analyse décisionnelle. Avant de fonder YILAA en 2019, il a travaillé sur le projet d'accès à la terre de la Millennium Challenge Corporation au Bénin et a occupé divers postes de direction, dont celui de chef de bureau de l'Agence nationale du domaine et du foncier (ANDF) du Bénin.

Une influence régionale et internationale

Expert reconnu, HOUEDJI est membre du groupe de travail régional de l'Observatoire Régional du Foncier Rural en Afrique de l'Ouest (ORFAO) de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) et facilite la Plateforme Multi-Acteurs sur la Gouvernance Foncière Sensible aux Jeunes en Afrique, une initiative de l'Union Africaine en partenariat avec la Coalition Mondiale pour l'Accès à la Terre (ILC), l'IGAD, Landesa et YILAA. Il a également collaboré avec de nombreuses institutions internationales, dont la Coalition internationale pour l'accès à la terre, le FIDA, l'UEMOA, la CEDEAO, l'Institut international d'agriculture tropicale (IITA), la Giz, la Global Land Alliance, la Fondation Cadasta, Kadaster International, le PNUE, l'OIM, l'UNCCD et l'UNFCCC.

L'engagement et la détermination d'Innocent Antoine HOUEDJI promettent de continuer à apporter des changements positifs dans le domaine agricole et foncier en Afrique. Le RAYLF a ainsi non seulement reconnu un leader émérite, mais aussi encouragé une vision transformative pour l'avenir du continent.

***Megan Valère SOSSOU***

---

# Autonomisation de la femme : Des avancées notables grâce à ONU Femmes pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre

*Le mercredi 17 juillet 2024, le Réseau des médias africains pour la promotion de la santé et de l'environnement (REMAPSEN) a tenu un webinaire sur le thème : « Autonomisation de la femme : enjeux, défis et perspectives en Afrique de l'Ouest et du Centre ». Cette session virtuelle a permis de réunir une cinquantaine de journalistes, formés par Mme Arlette Mvondo, conseillère régionale sur les violences à l'égard des femmes et des filles au bureau régional Afrique de l'Ouest et du Centre à ONU Femmes.*



*Mme Arlette Mvondo, conseillère régionale sur les violences à l'égard des femmes et des filles au bureau régional Afrique de*

## *l'Ouest et du Centre à ONU Femmes*

Mme Mvondo a souligné l'importance de l'autonomisation de la femme, un objectif clé des ODD à l'horizon 2030. Elle a détaillé comment ce vaste sujet englobe divers aspects incluant l'accès à la santé, à l'éducation, aux services sociaux de base, à l'emploi, et même des postes gouvernementaux spécifiques aux questions féminines. « *Quand on parle de l'autonomisation de la femme, on parle de développement* », a-t-elle affirmé, illustrant l'impact profond de l'éducation sur la réduction des violences faites aux femmes et aux filles, ainsi que sur le développement national.

## **Stratégies et avancées**

Mme Mvondo a également abordé les avancées réalisées malgré les pesanteurs sociales persistantes en Afrique de l'Ouest et du Centre. Grâce à l'apport des différents acteurs sociaux, y compris les médias, ONU Femmes a réussi à induire des changements de mentalité significatifs.

En matière de stratégies pour atteindre les Objectifs du Développement Durable (ODD 2030), ONU Femmes se concentre sur plusieurs thématiques. Celles-ci incluent la représentation des femmes dans les instances de prise de décision, l'entrepreneuriat féminin avec des appuis financiers, et la promotion de la masculinité positive. Pour mettre en œuvre ces stratégies, l'organisme collabore étroitement avec la société civile et les décideurs politiques. Dans le domaine de la santé sexuelle et reproductive, elle a mis en avant le partenariat entre ONU Femmes et l'UNFPA à travers le programme Mousko. Un programme qui a visé la promotion de l'accès des femmes aux méthodes contraceptives et à l'interruption sécurisée de la grossesse lorsque la loi le permet. « *Nous travaillons à plusieurs niveaux : établir un cadre normatif favorable, renforcer la qualité des services hospitaliers et sensibiliser les communautés pour changer les mentalités* » a-t-elle indiqué.

## **Focus sur l'autonomisation financière**

L'autonomisation financière des femmes est une priorité pour ONU Femmes, qui investit dans l'entrepreneuriat féminin et facilite l'accès aux ressources financières. « *Les femmes ont moins d'opportunités que les hommes d'accéder à des institutions financières. C'est ainsi que dans les pays en développement, les disparités entre les hommes et les femmes sont de 6%, et à l'échelle mondiale, elles sont à 4% »*, a précisé Mme Mvondo.

Après l'intervention de Mme Mvondo, les participants ont pu poser des questions et recevoir des réponses détaillées. Pour conclure, la conseillère régionale a encouragé les médias à maintenir la pression sur les décideurs politiques afin de garantir la mise en œuvre et le suivi des lois et règlements en faveur de l'autonomisation de la femme.

***Megan Valère SOSSOU***

---

# **Projet PLAGES SANS DÉCHETS : L'ONG Citoyens Volontaires s'engage pour la protection des écosystèmes marins.**

*L'ONG Citoyens Volontaires a officiellement lancé son projet « PLAGES SANS DÉCHETS », une initiative visant à préserver les écosystèmes marins fragiles tout en promouvant des comportements durables parmi les usagers de la plage. Pour y arriver, l'organisation a sonné une mobilisation des jeunes passionnés de la protection de l'environnement, le 7 juillet*

2024 à la Plage Erevan.



*Photo de famille*

Le projet **PLAGE SANS DÉCHETS** se distingue par ses actions concrètes. Dès les premières heures de la matinée, des dizaines de jeunes bénévoles, armés de gants et de sacs-poubelles, ont parcouru la plage de Bamboo Numerik jusqu'à Dream Beach, ramassant méticuleusement les déchets plastiques jonchant le sable.

« Nous voulons montrer l'exemple et encourager chacun à prendre part à cette mission de protection de notre plage », a déclaré Warissath DOSSOU, Chargée de Projet de l'ONG Citoyens Volontaires.

### **Sensibilisation et pré-collecte au cœur du projet**

L'un des axes majeurs du projet est la sensibilisation des usagers de la plage. Des campagnes de sensibilisation ont été organisées tout au long de la journée, avec des bénévoles expliquant aux visiteurs l'importance de réduire leur utilisation de plastique et de jeter leurs déchets dans les poubelles prévues à cet effet.

Parallèlement, l'ONG a renforcé la pré-collecte des déchets en

installant 50 poubelles en osier tout au long de la plage. Cette initiative vise à offrir des solutions pratiques pour encourager les gestes écoresponsables.

L'engagement des participants ne s'est pas limité à cette journée de lancement. Quelques jours plus tard, le 13 juillet 2024, les organisateurs sont retournés sur la plage pour disposer stratégiquement 30 poubelles supplémentaires. « Nous avons choisi des emplacements clés pour maximiser l'impact de ces poubelles », a laissé entendre Warissath DOSSOU.

### **Un engagement continu pour la propreté de la plage**

De plus, un rendez-vous hebdomadaire a été instauré : chaque week-end, les bénévoles se retrouveront à la plage pour continuer les actions de sensibilisation et de nettoyage. Cette régularité est cruciale pour ancrer les bonnes pratiques et maintenir la plage propre.

Le Projet PLAGES SANS DÉCHETS illustre parfaitement l'importance de l'implication citoyenne dans la lutte contre la pollution plastique au Bénin. Il appelle chaque usager de la plage à adopter des comportements plus responsables et à contribuer à la protection des écosystèmes marins.

*Megan Valère SOSSOU*

---

**Atelier de Finalisation de la  
Stratégie LT-LEDS de  
Madagascar : Dr. ATCHADE**

# Assouhan Jonas outille les parties prenantes Malgaches

*Le processus d'élaboration de la Stratégie à Long Terme de Développement à Faible Émission de Gaz à Effet de Serre (LT-LEDS) de Madagascar touche à sa fin. Dans ce cadre, un atelier de finalisation, organisé par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) en collaboration avec le gouvernement malgache via le ministère de l'Environnement et du Développement Durable, s'est tenu du mercredi 10 au jeudi 11 juillet 2024 à Antananarivo.*



## **Dr. ATCHADE Assouhan Jonas**

Dr. ATCHADE Assouhan Jonas, consultant international recruté par le PNUD, a dirigé avec brio cette phase importante de la finalisation du processus. Durant ces deux jours, il a outillé les parties prenantes des secteurs clés tels que l'énergie, le transport, la foresterie, l'agriculture, l'industrie et la gestion des déchets. L'objectif était de construire des

scénarios sectoriels et de proposer différentes options et actions pour réduire les émissions de gaz à effet de serre au sein de chaque secteur.

Le travail de Dr. Jonas ne s'est pas limité à la simple proposition de mesures. Il a également soutenu la partie nationale dans la définition de trajectoires de décarbonisation à l'horizon 2050, conformément à l'article 4.19 de l'Accord de Paris dans le cadre de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC).

Cet atelier a mis en lumière la volonté et la grande motivation de Madagascar à adopter de nouveaux modèles de développement sobres en carbone et résilients aux aléas climatiques. L'objectif ultime est d'atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050.

Avec l'accomplissement de cette étape décisive, Madagascar se prépare désormais à organiser l'atelier de validation, actuellement en cours de planification. Une fois cette étape franchie, le pays rejoindra le cercle des nations ayant finalisé leur stratégie LT-LEDS, témoignant son engagement à lutter efficacement contre le changement climatique.

*Megan Valère SOSSOU*

---

**Bénin : la plateforme de mobilité, RMobility, lance son service de Voiture de**

# Transport avec Chauffeur

Reconnue et régulièrement utilisée au Bénin comme plateforme de covoiturage, RMobility franchit une nouvelle étape en lançant son service de Voiture de Transport avec Chauffeur (VTC) le vendredi 07 juin à Cotonou.



Une nouvelle ère s'ouvre pour le transport en commun et la mobilité urbaine à Cotonou, capitale économique du Bénin. Après trois ans d'activité en tant qu'application de covoiturage, RMobility étend ses services pour inclure le VTC, avec des opérations débutant ce vendredi.

« Chez RMobility, nous croyons fermement que la mobilité doit être accessible, sécurisée et pratique pour tous. En lançant notre service de VTC, nous visons à offrir une solution de transport plus flexible et plus efficace aux habitants du Bénin. Car, nous avons observé une demande croissante pour des options de transport modernes et fiables, et c'est exactement ce que notre service de VTC apporte », rassure Raynald Ballo, dirigeant de RMobility.

Une flotte de plus d'une cinquantaine de véhicules, identifiés ou non par le logo RMobility, sera disponible pour desservir les habitants de Cotonou et ses environs. Pour ce lancement, des offres exclusives sont proposées, incluant une réduction de 20% et le don d'une carte carburant de 5000 FCFA JNP dès le premier trajet.

Raynald Ballo précise : « Avec nos offres de lancement attractives, nous voulons encourager les utilisateurs à découvrir les avantages uniques de RMobility, tout en soutenant nos conducteurs avec des incitations significatives. Notre objectif est de transformer la manière dont les gens se déplacent, en mettant la technologie au service de leur confort et de leur sécurité. »

Pour accéder à l'application RMobility, il suffit de la télécharger depuis l'App Store, Google Play Store ou AppGallery, de créer un compte avec son numéro de téléphone, de compléter son profil et d'explorer les services de covoiturage, location de véhicule, courses en taxi, billets de bus et d'événements.

---

## **Agroécologie et économie circulaire: Plus de 100 jeunes et femmes se réunissent pour un atelier**

*Le 24 juin 2024, le centre IITA d'Abomey-Calavi accueillera cent vingt-cinq (125) jeunes et femmes du secteur agricole pour un atelier de formation et de sensibilisation sur les pratiques agroécologiques et l'économie circulaire. Cet*

*événement, initié par Youth Initiative for Land in Africa (YILAA) avec le soutien de Climate and Clean Air Coalition (CCAC) de l'UNEP, vise à promouvoir l'adoption de technologies agroécologiques pour réduire les polluants climatiques de courte durée de vie dans la production de maïs et de riz.*



Le consortium soutenant cette initiative comprend l'association des Paysans du Ghana, Africa Rice, et le Council for Scientific Industrial Research (CSIR). L'objectif principal est de sensibiliser les participants à la réduction des émissions de méthane et de noir de carbone, qui sont des polluants significatifs dans la culture de ces deux produits vivriers essentiels.

Cette première cohorte de formation cible les départements de l'Atlantique, du Littoral, du Mono et du Couffo. Au total, près de cinq cents (500) jeunes à travers tout le Bénin bénéficieront de cette formation. Les participants incluront des membres des organisations paysannes, des groupements de femmes, ainsi que des coopératives et associations de jeunes œuvrant dans le secteur agricole, en particulier dans la culture du maïs et du riz.

À la fin de cette journée de formation, les participants devraient être capables d'appliquer sur le terrain des pratiques visant à atténuer les effets des polluants climatiques de courte durée de vie (PCCDV), contribuant ainsi à un secteur agricole plus durable et respectueux de l'environnement.

*Megan Valère SOSSOU*

---

## **Bénin : 350Africa.org honore les héros communautaires des énergies renouvelables**

*À l'occasion de la Semaine de l'Afrique, 350Africa.org a mobilisé les communautés pour célébrer les héros locaux des énergies renouvelables à travers les prix AfrikaVuka. Au Bénin cet événement a été célébré dans la matinée de ce vendredi 31 mai 2024 à l'American Corner de l'Université d'Abomey-Calavi.*



*Remise de trophée*

L'événement selon Christian Hounkannou, Coordonnateur Afrique Francophone 350.org, consiste à remettre des prix aux lauréats gagnants de l'initiative pour récompenser les acteurs qui ont œuvré pour la promotion des énergies renouvelables, en développant ou en soutenant des projets communautaires sur le continent.

Le processus de sélection a commencé par une phase de nomination publique, au cours de laquelle les membres du public ont identifié des acteurs clés. Un comité a ensuite présélectionné les candidats les plus remarquables. Les lauréats se sont distingués par leur contribution à l'accès à une énergie durable, équitable et abordable en Afrique. Dix personnes et organisations ont été honorées, représentant sept catégories et provenant de dix différents pays dont le Bénin.



## **Des acteurs communautaires du Bénin distingués**

Une personne et une organisation ont été récompensées au Bénin pour leurs contributions remarquables dans le domaine des énergies renouvelables. Il s'agit de Antoine Mahutin Salako,

technicien supérieur en énergie renouvelable et système énergétique dans la catégorie Solar Orisha, et du Cercle des Grands Pionniers (CGP). Dans la catégorie des Eco-Enablers

Antoine Mahutin Salako a été distingué pour son initiative de distribution de kits solaires dans les zones reculées, améliorant ainsi l'accès à l'énergie à travers tout le Bénin. De son côté, le Cercle des Grands Pionniers a fourni des services de dépannage et d'installation d'énergies renouvelables décentralisées et abordables, grâce à des compétences techniques spécifiques.

Antoine Salako a exprimé sa joie : « *Je suis content d'avoir reçu ce trophée. Je vais mettre les bouchées doubles pour dépasser le niveau actuel.* » Mathias Kpetehoto du CGP a également partagé son émotion : « *Je suis très ému car nos efforts ont été reconnus par 350.org. Notre projet a mis en lumière les personnes sans voix qui, bien qu'elles soient dans l'obscurité, font beaucoup d'efforts pour s'en sortir grâce au dépannage et au montage des équipements d'énergie solaire.* »

Tout comme au Bénin, plusieurs personnes et organisations ont été honorées au Cameroun, au Sénégal, en Ouganda, au Ghana, au Nigéria et en Afrique du Sud.



Award Delivery - Celebrating our Renewable Energy Superheroes - May 2024 - COGITO ARTS PHOTOGRAPHY

Cette cérémonie a également été l'occasion de partager le Kit Our Own Power. Christian Hounkannou a profité de l'événement pour rappeler aux jeunes participants les opportunités de renforcement des capacités en matière de plaidoyer, de mobilisation, d'engagement et de recherche de financement en utilisant cet outil.

*« Nous avons le pouvoir d'exiger de nos décideurs la promotion, le développement et le financement des énergies renouvelables. »*

Pour Christian Hounkannou, 350.org développe une nouvelle stratégie pour promouvoir les solutions climatiques, la technologie et la finance climatique. Il entend continuer à mobiliser, plaider et engager pour la promotion des énergies renouvelables. Tout en encourageant les jeunes à rejoindre le mouvement 350.org, Christian Hounkannou invite les jeunes à se tourner vers les formations et métiers du secteur des énergies renouvelables.

Ainsi, l'édition 2024 de la Semaine de l'Afrique a été marquée

au Bénin par cette activité de partage, de coworking et de reconnaissance des champions de l'énergie renouvelable.

**Megan Valère SOSSOU**



## **L'appel à l'action de Landry Ninteretse, Directeur régional de 350Africa.org**

*« Ces prix mettent en lumière le mouvement croissant en faveur des énergies renouvelables qui s'enracine en Afrique sous l'impulsion des populations. Les communautés rejettent activement les combustibles fossiles et adoptent le développement de systèmes d'énergie renouvelable sûrs, fiables et décentralisés. Grâce aux efforts concertés de toutes les parties prenantes, un avenir alimenté par les énergies renouvelables, avec un accès universel à l'énergie propre, est à portée de main. L'Afrique peut contribuer de manière*

*significative à l'objectif mondial de tripler la capacité des énergies renouvelables si les gouvernements et les institutions financières accordent la priorité aux initiatives en matière d'énergies renouvelables et fournissent le financement nécessaire pour soutenir le développement des énergies renouvelables et une transition équitable vers l'abandon des combustibles fossiles. Pour faire face à la crise climatique et répondre à nos besoins énergétiques en Afrique, il faut investir massivement dans les énergies renouvelables et mettre en place un cadre réglementaire favorable. »*